

**RAPPORT ANNUEL 2017  
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE  
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF  
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC  
UNDERFUNDED EMERGENCIES  
ROUND 2 2017**

**COORDONNATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE**

**Najat Rochdi**

## RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.

L'exercice de « After-Action Review » en rapport avec ce financement CERF reçu sous la fenêtre de sous-financement II 2017 a été conduit le 14 septembre avec la participation de toutes les agences des Nations Unies récipiendaires dudit financement CERF. Il a permis de faire une revue rétrospective du processus de priorisation et de développement des propositions de projets tenu en septembre et octobre 2017. Il a aussi permis d'analyser le déroulement de la mise en œuvre des projets en faisant ressortir les challenges rencontrés et les leçons apprises et au final, cet exercice a permis entre autres de cerner les difficultés rencontrées dans la collecte des données nécessaires à la rédaction du rapport du CR/CH. Les leçons tirées de cet exercice ainsi que de la gestion de tout le processus seront mises à profit pour la gestion des prochaines allocations CERF.

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI  NON

L'Equipe Humanitaire Pays (EHP) n'a pas encore été consultée sur ce rapport du CERF compte tenu du processus de rapportage qui a pris plus de temps que prévu avec les partenaires de mise en œuvre (agences des Nations Unies retenues). Le premier projet de rapport n'a été finalisé que très récemment. Le bureau OCHA RCA a rencontré des défis importants et un manque de réactivité de la part de la plupart des points focaux du CERF au niveau des pays. Par conséquent, il a été convenu que la consultation et la discussion au sein de l'EHP auront lieu en même temps que l'examen du premier projet de rapport est faite par le Secrétariat du CERF. Ainsi, l'incorporation des contributions des membres de l'EHP – en plus des consultations des agences qui ont eu lieu à travers leurs points focaux CERF – se fera avant la finalisation et la publication de la version finale de ce rapport du CERF.

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives ?

OUI  NON

Durant le processus de rédaction de ce rapport CERF, les coordonnateurs des clusters/secteurs ont été consultés de manière individuelle et à plusieurs reprises par chacun des points focaux CERF des agences des Nations Unies directement impliquées dans la mise en œuvre des projets et le processus de compilation et de consolidation du présent rapport. Le processus de consultation avec la coordination de l'Intercluster sera parachevé en même temps que le secrétariat du CERF procédera à la revue de ce premier projet de rapport. Le parachèvement du processus de consultation impliquera l'EHP et la coordination de l'intercluster. Les partenaires de mise en œuvre sous-traités par les agences des Nations Unies ayant déjà été consultés tout au long du processus de compilation et de consolidation de ce premier projet de rapport soumis au Secrétariat du CERF pour revue et validation.

## I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire : 497,3 millions USD</i>		
<b>Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources</b>	<b>Source</b>	<b>Montant</b>
	CERF	9,995,626
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	22,100,000
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	168,804,374
	<b>TOTAL</b>	<b>200,900,000</b>

TABLE 2 : CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
<i>Allocation 1 – date de la soumission officielle : 18/09/2017</i>			
<b>Agence</b>	<b>Code du Projet</b>	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Montant</b>
FAO	17-UF-FAO-027	Agriculture	700,011
IOM	17-UF-IOM-039	Produits non alimentaires	1,059,981
UNFPA	17-UF-FPA-050	Violence sexuelle ou sexiste	1,200,005
UNHCR	17-UF-HCR-026	Protection	400,000
UNHCR	17-UF-HCR-027	Abri	970,051
UNICEF	17-UF-CEF-103	Nutrition	890,000
UNICEF	17-UF-CEF-102	Protection de l'enfance	400,000
WFP	17-UF-WFP-056	Services de logistique et télécommunications communes	2,995,664
WFP	17-UF-WFP-057	Aide alimentaire	919,912
WHO	17-UF-WHO-037	Santé	460,002
<b>TOTAL</b>			<b>9,995,626</b>

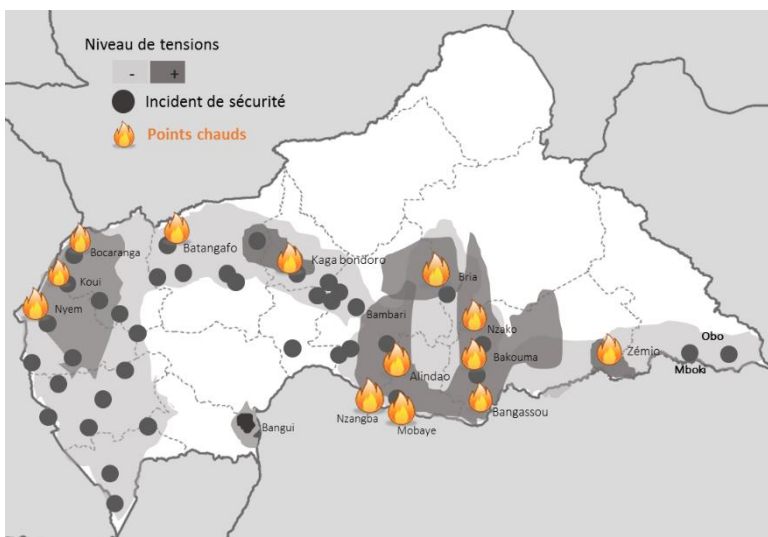
TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
<b>Modalité de mise en oeuvre</b>	<b>Montant</b>
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	7,485,343
Fonds transférés aux ONG/Croix-Rouge/Croissant Rouge pour mise en œuvre	2,231,819
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	278,464
<b>TOTAL</b>	<b>9,995,626</b>

## BESOINS HUMANITAIRES

Après les violences intercommunautaires sans précédent de 2013 et 2014, le déploiement d'une mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique (MINUSCA, 2014), la préparation des élections (2014-2015) et l'illusion d'un retour à la stabilité (2016), le conflit a changé, pour s'approfondir en 2017. De ce fait, la situation humanitaire s'est dégradée très rapidement. Alors que le chiffre record de 1,1 million de personnes déplacées internes (PDI) et réfugiées a été atteint en 2017, soit un centrafricain sur 4, et que les besoins humanitaires explosaient, les financements diminuaient et les humanitaires étaient de plus en plus victimes, eux aussi, du conflit. En 2017, treize d'entre eux ont perdu la vie. Et les ONG, qui ont dû évacuer plusieurs villes en raison de l'insécurité, craignaient une réduction drastique de l'accès humanitaire.

### L'impact humanitaire de la crise et les besoins

Depuis le début de l'année 2017, les tensions intercommunautaires alimentées par les groupes armés n'avaient cessé de croître dans plusieurs régions du pays. Au moins 14 groupes armés, en plus des groupes d'auto-défense, s'affrontaient pour le contrôle des centres urbains, des axes stratégiques et des ressources naturelles du pays. La population civile était en otage et devenait la cible d'attaques de plus en plus fréquentes et brutales. La figure 1 identifiait 13 Points Chauds Humanitaires (PCH)<sup>1</sup> actifs en République Centrafricaine (RCA) au moment de la soumission de la demande, dans lesquels les humanitaires apportaient une réponse avec les ressources disponibles insuffisantes.



L'accroissement du niveau de violence ciblant les populations civiles avait contribué à augmenter de manière drastique les besoins humanitaires. Au moment de la soumission, le nombre de personnes déplacées venait d'atteindre 688 700. Ceci représentait une augmentation de 71% depuis janvier 2017. La subvention demandée assure les objectifs suivants :

### Assurer une réponse humanitaire adaptée aux besoins

Face à l'augmentation des besoins en raison de la recrudescence de la violence, les acteurs humanitaires en République Centrafricaine se sont ralliés pour finaliser un Plan de Réponse Humanitaire (PRH) révisé. Ce partenariat visait à fournir aux personnes vulnérables une aide humanitaire d'urgence qui soit coordonnée et de qualité. L'assistance était délivrée aux populations victimes de chocs et aux populations affectées par les crises chroniques. L'approche était multisectorielle, conforme aux principes humanitaires, et assurait la dignité des personnes en adaptant la réponse en fonction du sexe, de l'âge et de tout autre facteur déterminant. Elle s'articulait autour des trois axes prioritaires suivants :

1. **Sauver des vies** : Les populations affectées par des chocs avaient accès à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sécurité et leur dignité.
2. **Respecter les droits fondamentaux** : La protection des populations affectées et à risque de violations des droits humains était renforcée.
3. **Préserver la dignité humaine** : Les populations affectées et à risque avaient accès à des services sociaux de bases et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.

En somme, malgré ce contexte humanitaire très préoccupant, la communauté humanitaire en RCA était confrontée, comme les années précédentes, à un manque criant de ressources financières conséquentes pour répondre aux besoins urgents et vitaux. Entre autres

<sup>1</sup> Un Point Chaud Humanitaire (PCH) émerge lorsque le degré de vulnérabilité des personnes affectées dans une zone en conflits atteint un seuil critique. Ce seuil est calculé en fonction du niveau de risques et des besoins humanitaires (tel que l'accès à l'eau potable, la nourriture, l'abri, les services de santé primaire et la protection) des populations affectées. Le seuil critique est atteint lorsque les populations risquent de mourir sans une intervention immédiate

conséquences inquiétantes, les rations alimentaires étaient coupées de 50%. Cette réduction dans les rations a été contrainte afin de couvrir les besoins sans cesse croissant et donc d'assister plus de bénéficiaires que planifier. Les acteurs humanitaires ne pouvaient plus également répondre aux besoins spécifiques des plus vulnérables tel que les minorités ethniques et religieuses, les femmes et les enfants victimes d'abus et de violence sexuelle. La couverture en abris d'urgence restait en deçà des besoins alors que le nombre de déplacés ne cessait de croître ce qui les exposait aux intempéries et aux maladies de toutes sortes. De plus, les PDI forcés dans des sites dangereux étaient laissés à eux-mêmes tandis que l'absence de l'appui au retour des déplacés accentuait les besoins humanitaires et plongeait les PDI dans un état de dépendance chronique. Au niveau local, la réponse s'organisait malgré les ressources limitées. Ainsi, jusqu'en août 2017, le Coordinateur humanitaire avait approuvé, à travers le FH RCA, l'allocation de 16 M US\$ pour répondre aux besoins des secteurs vitaux comme les abris/ la gestion et coordination des camps et les biens non alimentaires, l'appui au retour des personnes déplacées, la sécurité alimentaire, l'eau, hygiène et assainissement, la santé et la nutrition, la protection ainsi que l'appui logistique en mutualisant les capacités de transport aérien et routier ainsi que celles de stockage des intrants humanitaires. De son côté, ECHO en RCA a alloué une enveloppe additionnelle de 3,5 millions d'Euros en EHA, Abris/ NFI, Protection et en appui aux opérations de transport aérien et de suivi sécuritaire. Les activités financées couvraient les zones en urgence humanitaire de tout le pays.

## II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Au deuxième trimestre 2017, la persistance de conflits armés maintenait plus de 600 000 personnes en situation de déplacement. Alors que cette situation prévalait dans de nombreux points chauds, des groupes de PDI identifiés dans les Points Chauds Humanitaires de Alindao, Bangassou, Batangafo, Bria, Kaga-Bondoro et Zemio étaient plus à risque et vulnérables. Ces sites nécessitaient une intervention très urgente afin de préserver la vie et d'éviter de potentiels massacres de certains groupes (ethniques ou d'affiliation religieuse)<sup>2</sup>. Ces zones ont été priorisées en utilisant une approche en deux temps :

- 1) Premièrement, et tel qu'expliqué, les PCH étaient ciblés parce que les populations affectées dans ces zones avaient atteint un seuil critique. Le seuil était calculé en fonction du niveau des risques et des besoins humanitaires tel que l'eau potable, la nourriture, l'abri, les services de santé primaire et la protection des population affectées. Le seuil critique est atteint lorsque les populations risquent de mourir sans une intervention immédiate des acteurs humanitaires.
- 2) Suite à l'identification des PCHs, le financement CERF a été utilisé pour répondre aux besoins spécifiques des groupes les plus vulnérables. Ainsi, une deuxième analyse des personnes affectées à l'intérieur des PCHs a permis d'identifier les groupes les plus vulnérables qui requéraient une réponse plus adaptée. Sont parmi les plus vulnérables, les PDI situés dans des enclaves, les minorités ethniques et religieuses, les femmes victimes d'abus liés au genre et violences sexuelles, et enfin le risques de violation des droits des enfants dans les zones d'urgence.

Par conséquent, le financement CERF a ciblé les personnes vulnérables parmi les PCHs situés à Alindao, Bangassou, Batangafo, Bria, Kaga-Bondoro et Zemio. Ceux-ci étaient identifiés en jaune-orange (carte ci-contre). L'ensemble des sites ciblés représentait environ 54,000 PDI qui ont bénéficié d'une réponse immédiate. Parmi eux, les femmes et les filles victimes de VBG étaient en nombre très élevées tandis que le problème demeurerait largement inaperçu pour des raisons sociales, par peur des représailles ou de stigmatisation. En outre, 47 per cent<sup>3</sup> de la population des déplacés de 4 composantes complémentaires était composé d'enfants – qui sont plus à risque de violences sexuelles. Les enfants, notamment seuls, n'avaient toujours pas accès aux services essentiels et risquaient d'être enrôlés dans les groupes armés. Ces incidents de protection sont une violation des droits humains très graves, une menace à la vie des survivants, ainsi qu'une menace à long terme pour la réconciliation, la paix et la cohésion sociale de la nation.

<sup>2</sup> Les PDI situés dans des enclaves à Bangassou et Alindao sont ciblés par rapport à leurs affiliations religieuses.

<sup>3</sup> Statistique nationale sur la population

Ce financement du CERF a permis de poursuivre la réponse entamée dans les PCHs par le biais du financement du Fond Humanitaire. Plus particulièrement, le financement CERF a complété la réponse humanitaire d'urgence en ciblant les besoins particuliers des populations les plus vulnérables qui n'ont pas pu être comblés lors de la réponse du FH. Les acteurs humanitaires n'avaient pas pu répondre aux besoins spécifiques et adaptés requis par les populations les plus vulnérables faute de moyen financier et de capacité logistique. Les secteurs vitaux étaient les abris et la gestion et coordination des camps, l'eau, hygiène et assainissement, la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection ainsi que l'appui logistique en transport aérien des intrants humanitaires. Cette réponse était articulée via les trois résultats stratégiques qui sont mutuellement interdépendants, interconnectés et donc a demandé l'apport de tous les clusters :

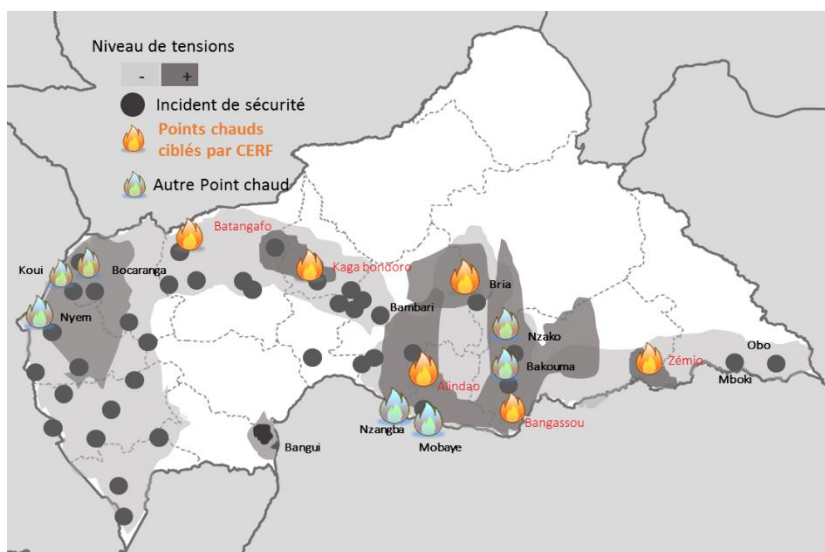


Figure 2: Sites PDI ciblés par le financement CERF

1) **Appui à la mise en place d'une capacité de déploiement des réponses d'urgence** – Afin d'optimiser la réponse d'urgence pour l'ensemble des acteurs humanitaires dans les PCHs ciblés, cet objectif a visé à mettre en place un ensemble de services en support de la capacité opérationnelle de la communauté humanitaire. La réalisation de cet objectif en appui directement l'atteinte des objectifs du CERF à travers de la mise en œuvre. Les composantes sont 3, notamment, amélioration de la capacité de déploiement des réponses d'urgence par : 1) le renforcement de la capacité et l'opérationnalisation des hubs régionaux dans les « hot spots » humanitaires (régions Est, Ouest et Centre) ; 2) le renforcement des capacités d'acheminement de cargo par voie aérienne ; 3) le renforcement des systèmes de télécommunication communes à travers l'installation et configuration des équipements de télécommunications VHF, satellitaire, et solaires.

2) **Relocalisation d'urgence des PDI qui se trouvent dans les sites dangereux au sein des PCHs prioritaires afin de renforcer leur protection, accroître l'accès humanitaire et assurer la liberté de mouvement.** Dans le cadre du respect du droit humanitaire et la protection des bénéficiaires tout au long du processus, l'intervention d'urgence visait à relocaliser les PDI en danger imminent ou ceux qui se trouvaient sur des sites publics entravant la délivrance des services de base vers des espaces plus propices à assurer leur protection et permettre l'accès aux services humanitaires. Les personnes ciblées sont identifiées par rapport à l'approche expliquée dans la section précédente. Dans un premier temps, cette initiative a été encadrée par un dialogue avec la communauté en parallèle de l'identification des sites les plus propices. Par la suite, l'assistance humanitaire porta sur l'appui au transfert des PDI, la fourniture d'abris d'urgence, l'eau potable, hygiène et assainissement, la nutrition pour les cas enregistrés de malnutrition sévère et aigüe, la santé primaire via la mise en place de centres de santé temporaires, les soins psychosociaux et la production alimentaire d'urgence<sup>4</sup>.

Sur le plan d'intégration du genre dans la réponse, l'assistance humanitaire concernant l'urgence sur la **sécurité alimentaire**, a priorisée les groupes les plus vulnérables – en particulier les femmes, les filles, et les enfants – tout en assurant que l'aide alimentaire pour couvrir les besoins nutritionnels de base soit fournie sans aucune discrimination. La réponse de la **santé et de la nutrition** a ciblé les catégories spécifiques des vulnérables, y compris les femmes enceintes et allaitantes, les handicapés et les personnes âgées. A Bangassou, Batangafo, Kaga-Bandoro, et Zémio, l'absence d'articles basiques pour l'**hygiène** et la santé génésique des femmes et des jeunes filles rendait très difficile le respect des normes d'hygiène et limitait leur accès aux services. Par conséquent, dans les sites des déplacés, les latrines et les douches séparées pour les hommes et les femmes ont été aménagées. La distribution des kits WASH et KIT dignité a permis de couvrir les besoins essentiels de ces ménages y compris les besoins liés à l'hygiène menstruelle. Sur le plan d'intégration du genre dans les **partenaires** d'exécution, une association féminine, l'Association des Femmes pour la promotion de l'entrepreneuriat (AFPE), a bénéficié des sous-financements du CERF. ;

<sup>4</sup> La FAO a développé une approche permettant de réduire la dépendance à l'aide alimentaire d'urgence. Cette approche est propice en RCA.

**3) Amélioration de l'accès aux services de prise en charge de GBV et Protection de l'Enfance dans les PCHs priorités** - Afin de répondre aux besoins urgents en matière de protection, le financement du CERF a appuyé d'une part la prise en charge, le référencement et le suivi psychosocial des femmes et enfants, la création d'espaces pour les femmes et les filles (Friendly Spaces), distribution des kits de dignité et des intrants nécessaires à la gestion clinique du viol (i.e. PEP kits), la sensibilisation et un audit de sécurité. De plus, les besoins spécifiques des enfants requéraient l'appui à l'identification, l'enregistrement, la recherche et réunification pour une prise en charge holistique. L'atteinte de cet objectif était accompagnée par la collecte de données, le monitoring de protection, la mise en place et/ou redynamisation des structures communautaires de protection.

L'assistance du CERF a permis d'assurer la transversalité de la protection dans les sites ciblés notamment les activités de monitoring des incidents de protection, et la provision de réponses telle que la mise en place et le renforcement des structures communautaires de protection. Les données brutes ont été partagées avec l'ensemble des partenaires en temps et en heure pour informer la réponse.

Enfin, dans le contexte actuel de la RCA, l'exécution des activités appuyées par le financement du CERF a servi de tremplin aux acteurs humanitaire en leur permettant de répondre plus efficacement aux urgences dans les nouveaux points chauds et sur lesquels des financements bilatéraux et multilatéraux se sont greffés.

### III. LE PROCESSUS CERF

Les priorités proposées pour le financement CERF ont été sélectionnées en suivant deux étapes :

- Premièrement les Points Chauds Humanitaire (PCH) ont été identifiés dans le cadre de la révision du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) publié en juillet 2017.
- En deuxième temps, les interventions urgentes dans les PCHs ont été priorisées à travers quatre missions d'évaluation conduites par le Coordonnateur Humanitaire en partenariat avec les agences des Nations Unies et les ONGs. Ces missions ont été conduites à Bangassou, Batangafo, Kaga-Bondoro et Zémio. Les résultats de ces missions ont permis d'identifier les priorités pour le financement CERF.

Le développement de la stratégie pour le CERF faisait partie d'une approche d'ensemble qui visait deux objectifs : premièrement, réviser l'approche humanitaire afin de surmonter les défis liés au contexte sécuritaire ; deuxièmement, donner les moyens à la communauté humanitaire d'augmenter sa capacité de réponse aux chocs créés par la crise. Ce processus a débuté avec la révision du PRH en mai 2017. Les axes prioritaires identifiés à partir de l'analyse des besoins ainsi que les solutions proposées aux problèmes ci-haut résultaient de ce processus. La mise-en-œuvre du PRH révisé a fait l'objet d'une allocation de réserve d'urgence de 3 million par le Fond Humanitaire en RCA lancée au mois de juillet 2017. L'apport des fonds CERF n'a pas été seulement complémentaire au fond de réserve, il a permis aussi d'opérationnaliser davantage les axes prioritaires et solutions initiées avec le FH. Cette décision a été atteinte via les étapes suivantes :

- i. Analyse des besoins critiques urgents et élaboration de la 'matrice de risques et mesures atténuantes : quatre visites de terrain conduites par la Coordonnateur Humanitaire et la Ministre des Affaires Sociales et de la Réconciliation, en partenariat avec les représentants des agences des Nations Unies et des ONGs afin d'en retirer les priorités urgentes. Les missions furent conduites dans les points chauds suivants : Bangassou, Batangafo Kaga Bondoro et Zemio.
- ii. Identification des besoins urgents qui n'ont pu être couverts immédiatement avec le fond de réserve ou des financements alternatifs ;
- iii. Les priorités qui découlaient du processus ci-haut ont été présentées à l'EHP le 17 août pour discussion. Suite à cette première réflexion, l'EHP et l'InterCluster Coordination group (ICC) se sont rencontrés le 24 août pour entériner ces priorités. Par la même occasion, une agence 'lead' de l'ONU a été identifiée afin de conduire les consultations sur chaque priorité.
- iv. 25 et 26 août, les agences 'lead' ont rencontré les partenaires membres des clusters. Les projets d'appuis ont été définis et en parallèle, la stratégie de priorisation du financement CERF a été élaborée.
- v. 27 août ; la stratégie de priorisation a été revue et entérinée par les membres de l'EHP et du ICC
- vi. 28 août, la Coordonnatrice humanitaire a validé la stratégie de priorisation des fonds CERF et a soumis la demande au secrétariat CERF.]

#### IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

Les agences bénéficiaires de fonds et leurs partenaires de mise en œuvre ont souligné le rôle clé des « projets CERF » en RCA celui de cibler les besoins les plus critiques au profit des populations/communautés les plus vulnérables et de renforcer la coordination entre acteurs humanitaires. Ce financement a servi à combler les lacunes de réponse, à travers la priorisation des trois thématiques interdépendantes et interconnectées et qui requiert l'apport de tous les clusters à savoir : (i) l'assistance d'urgence des PDI dans les sites dangereux afin de renforcer leur protection, accroître l'accès humanitaire et assurer la liberté de mouvement, (ii) l'amélioration de l'accès aux services de prise en charge de GBV et Protection de l'Enfance pour les populations touchées par les conflits et (iii) l'appui à la mise en place d'une capacité de déploiement de la réponses d'urgence. Cette réponse multisectorielle et coordonnée du CERF aux besoins urgents a constitué un début de réponse aux besoins chroniques de développement du pays. Enfin, cette allocation CERF a été d'une grande importance dans la mesure où elle a servi de catalyseur pour alerter la communauté des donateurs sur la situation humanitaire et sécuritaire alarmante de la RCA.

**TABLE 4 : PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR<sup>1</sup>**

*Nombre total des personnes affectées par la crise : Alors que le HRP de 2017 avait initialement ciblé 2,2 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, la communauté humanitaire a été forcée de le réviser en juin 2017 pour répondre aux besoins de 2,4 millions de personnes.*

Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes			Hommes			Total		
	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	Enfants (< 18 ans)	Adultes (≥ 18 ans)	Total
Agriculture	3 600	14 400	<b>18 000</b>	2 400	9 600	<b>12 000</b>	6 000	24 000	<b>30 000</b>
Child Protection	22 298	5 813	<b>28 111</b>	25 355	5 439	<b>30 794</b>	47 653	11 252	<b>58 905</b>
Common Humanitarian Air Services	N/A	N/A	<b>N/A</b>	N/A	N/A	<b>N/A</b>	N/A	N/A	<b>N/A</b>
Common Telecommunications	N/A	N/A	<b>N/A</b>	N/A	N/A	<b>N/A</b>	N/A	N/A	<b>N/A</b>
Food Aid	4 992	3 671	<b>8 663</b>	5 524	3 468	<b>8 992</b>	10 516	7 139	<b>17 ,655</b>
Health	2 460	3 546	<b>6 006</b>	1 727	2 797	<b>4 524</b>	4 187	6 343	<b>10 530</b>
Non-Food Items	6 847	9 198	<b>16 045</b>	7 198	4 739	<b>11 937</b>	14 045	13 937	<b>27 982</b>
Nutrition	3 476	0	<b>3 476</b>	2 517	0	<b>2 517</b>	5 993	0	<b>5 593</b>



Protection	11 225	18 612	<b>29 837</b>	12 466	22 602	<b>35 068</b>	23 691	41 214	<b>64 905</b>
Sexual and/or Gender-Based Violence	12 742	17 817	<b>30 559</b>	1 663	3 921	<b>5 584</b>	14 405	21 738	<b>36 143</b>
Shelter	3 153	1 697	<b>4 850</b>	3 347	1 803	<b>5 150</b>	6 500	3 500	<b>10 000</b>
Water, Sanitation and Hygiene	10 164	13 397	<b>23 561</b>	8 833	13 002	<b>21 835</b>	18 997	26 399	<b>45 396</b>

<sup>1</sup> Meilleure estimation du nombre de personnes (filles, femmes, garçons et hommes) directement pris en charge grâce à un financement du CERF par cluster / secteur.

## **ESTIMATION DES BENEFICIAIRES**

A travers le financement de 9 995 626 USD reçu du CERF sous l'allocation II de la fenêtre de sous-financement en 2017, les interventions mises en œuvre ont permis d'atteindre 171 998 bénéficiaires sur une période 9 mois couvrant d'octobre 2017 à juin 2018 (exception faite pour le projet de l'OIM couvrant jusque fin juillet 2018 et celui du PAM allant jusque mi-août 2018). Ceci représente 5% de plus que le nombre de bénéficiaires initialement ciblés par l'ensemble des interventions. La répartition des bénéficiaires atteints par sexe et âge se présente de la manière suivante : 85 303 enfants et 86 695 adultes et 95 652 femmes et 76 346 hommes. Dans l'ensemble, le nombre de bénéficiaires atteints dépasse la planification initiale – pour l'ensemble des interventions et de manière spécifique pour chaque cluster - en raison des nouveaux déplacements survenus juste après l'approbation de la proposition du CERF, à l'exception du cluster nutrition.

Pour estimer le nombre unique de bénéficiaires atteints à travers ce financement CERF, une matrice des bénéficiaires - examinant le nombre de bénéficiaires ciblés et atteints par projet, par secteur et par zone géographique - a été développée en collaboration avec toutes les agences récipiendaires, et seul le nombre le plus élevé de bénéficiaires atteints par zone géographique a été retenu en vue d'éviter le plus possible la duplication dans le calcul des bénéficiaires atteints.

Les deux approches décrites ci-dessous ont été utilisées de manière complémentaire :

### *(1) Nombre unique de bénéficiaires atteints par le financement CERF*

Le nombre unique de bénéficiaires atteints à travers ce financement du CERF correspond à la sommation du nombre des bénéficiaires le plus élevé et atteint pour toutes les zones géographiques ciblées par l'ensemble des projets mis en œuvre par les agences des Nations Unies récipiendaires de ce financement. A titre d'exemple, le nombre le plus élevé des bénéficiaires atteints pour la préfecture de Nana-Gribizi et la sous-préfecture de Kaga-Bandoro avec une cible atteinte de 47 095 bénéficiaires sous les interventions mises en œuvre dans le cadre du cluster protection incluant les composantes monitoring de protection, violences basées sur le genre et protection de l'enfance.

### *(2) Nombre de bénéficiaires atteints par cluster/secteur*

Le même principe a été appliqué pour estimer le nombre de bénéficiaires atteints par cluster/secteur. Celui-ci correspond à la somme du nombre de bénéficiaires atteints pour toutes les zones géographiques ciblées par les projets exécutés sous chacun des cluster/secteur spécifique, en prenant soin de ne retenir que le nombre le plus élevé pour les zones géographiques reprises plus d'une fois sous le même cluster/secteur sous revu.

Prière de vous référer à la matrice des bénéficiaires atteints, référencée sous l'annexe 3 à la fin du présent rapport.

**TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF<sup>2</sup>**

	Enfants ( < 18 ans)	Adultes ( ≥ 18 ans)	Total
Femmes	46 045	49 607	95 672
Hommes	39 258	37 088	76 346
<b>Total (Femmes + Hommes)</b>	<b>85 303</b>	<b>86 695</b>	<b>171 998</b>

<sup>2</sup> Meilleure estimation du nombre total de personnes (filles, femmes, garçons et hommes) directement pris en charge par le financement du CERF. Cela devrait, au mieux, d'exclure les importants chevauchements et le double comptage entre les secteurs.

## RESULTATS DU FINANCEMENT CERF

Les interventions financées par le CERF ont permis d'assister 171 998 bénéficiaires de manière globale. Les résultats atteints au niveau des différents clusters/secteurs couverts par ce financement CERF se présentent comme suit :

### Protection

Le secteur de la protection a permis d'atteindre 159 953 bénéficiaires à travers le projet « **Amélioration de l'accès aux services de prise en charge de GBV et Protection de l'Enfance pour les populations touchées par les conflits d'un** montant total de 2 000 005 USD, soumis conjointement par l'UNHCR, l'UNFPA et l'UNICEF en collaboration avec leurs partenaires de mise en œuvre (Esperance, Enfants Sans Frontières (ESF), COOPI, CORDAID, INTERSOS, Ministère de la Santé Publique. Ce projet a permis de renforcer l'accès aux services de prise en charge multisectorielle des survivantes de violences basées sur le genre (VBG) et de protection de l'enfant dans les préfectures de la Basse Kotto, Haute Kotto, Mbomou, Haut Mbomou et Nana Gribizi (spécifiquement dans les localités de Bria, Alindao, Bangassou, Zemio et Kaga Bandoro). Les objectifs du projet ont été globalement atteints voire dépassés pour certains indicateurs, notamment la mise en place des comités de protection qui a rencontré un certain enthousiasme de la part des bénéficiaires. Les stratégies liées à la mobilisation communautaire utilisant divers canaux, y compris les agents communautaires et la radio, ainsi que la mise en place des équipes mobiles ont permis d'atteindre plus de bénéficiaires que prévu. A titre d'exemple, 8 082 femmes et filles affectées par la crise ont vu leur dignité et estime de soi restaurées à travers la distribution des kits de dignité (5 882 femmes et 2 200 filles), 1 812 (100%) dont 1 074 femmes, 736 filles et 19 garçons - des survivants des violences sexuelles et EAS par sexe - ont été identifiés et pris en charge, 66 % (523 sur 796) des enfants associés aux forces et groupes armés ont été retirés et 34 107 enfants (filles et garçons) ont participé aux activités psychosociales organisées dans le cadre de ce projet.

### Nutrition (avec une composante Eau-Hygiène et Assainissement)

Dans le secteur de la nutrition, le projet « **Assistance à la réponse d'urgence nutritionnelle, d'accès sécurisé aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène aux PDIs affectées par les crises** » d'un montant de 890 000 USD mis en œuvre par l'UNICEF avec l'appui de ses partenaires (MDA, MSF, Cordaid et le ministère de la santé) a permis l'admission de 5 993 enfants de moins de 5 ans (3 476 garçons et 2 517 filles) souffrant de malnutrition aiguë sévère (dont 443 cas hospitalisés et 5 550 cas ambulatoires) dans des unités thérapeutiques. La répartition par zones est la suivante : Basse-Kotto (1 445) Haute-Kotto (452) Ouham (294), Mbomou (2,291) ; Haut-Mbomou (400) ; Nana-Gribizi (1 111). Parmi ces enfants admis 91% des cas se sont rétablis avec un taux de mortalité de seulement 1%. De plus, 4 980 cartons de lait thérapeutique ont été achetés et distribués, et 144 unités thérapeutiques (130 UNTA et 14 UNT) ont été équipées de kits essentiels. Pour atteindre les résultats du projet, plus de 5 000 cartons de Plumpynut ont été distribués. Près de 72 agents de santé ainsi que les Agents de santé communautaires ont été formés à la prise en charge de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Ce projet a aussi permis d'offrir des services en WASH dont ont bénéficié 39 403 (6 699 filles, 6 305 garçons, 13 397 femmes, 13 002 hommes) personnes. Ceci incluait la fourniture en eau potable à 38 278 personnes dont 6 507 filles, 6 124 garçons, 13 015 femmes et 12 632 hommes, 10 700 personnes ont bénéficié d'une aide en assainissement d'urgence selon les standards définies par le cluster EHA, 1 200 filles et femmes ont bénéficié des kits d'hygiène et 39 403 personnes dont 6 699 filles, 6 305 garçons, 13 397 femmes et 13 002

hommes ont reçu des messages d'informations liées à l'EHA pour prévenir les maladies d'origine hydrique, spécialement la diarrhée. Au total, 42 points d'eau (comparativement à 20 initialement planifiés) ont été réparés : 5 points d'eau à Alindao et 18 à Kaga Bandoro en collaboration avec la DGH/ANEA, et 19 points d'eau à Bangassou en collaboration avec CARITAS Bangassou. Cette activité a bénéficié à 21 000 personnes. L'Approvisionnement en eau d'urgence a été conduite à Alindao pour 10 000 déplacés, Bangassou pour 1 500 déplacés et Kaga Bandoro pour 5 778. Ce qui fait un total de 38 278 personnes pour l'eau potable dont 21 000 résidents et 17 278 déplacés internes. 214 latrines d'urgence (100 initialement prévues) ont été réhabilitées ou construites, bénéficiant à 10 700 personnes. Pour ce qui est de l'Éducation à l'hygiène, en plus des bénéficiaires de l'approvisionnement en eau 1 125 personnes ont été atteints à Mobaye, ce qui fait un total de 39 403 pour cette activité.

## **Agriculture**

Au niveau de l'agriculture, les interventions du projet « **Assistance d'urgence aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire des PDI retournés et relocalisés affectés par la crise** » d'un montant de 700 011 USD qui ont été mises en œuvre dans les préfectures de Nana-Gribizi, de l'Ouham et de Mbomou par les 11 ONG partenaires de la FAO avec la collaboration de l'ACDA ont permis d'assister 30 000 personnes vulnérables (6 000 ménages) dans les zones ciblées contre 20 000 personnes (4 000 ménages) initialement planifiées. Le revenu moyen par ménages par mois durant les trois mois d'activité maraîchère est estimé à environ 80 USD susceptibles de couvrir les frais de santé et d'alimentation, les frais de scolarité et rembourser dans une certaine mesure leurs dettes grâce à une production globale de 2 115 tonnes largement supérieure à la production ciblée initialement de 1 200 tonnes. Ceci a été possible grâce à distribution d'intrants maraichers à 6 000 ménages y compris 200 kg de semences maraichers et 4 000 kits d'outils. Ceci a été possible grâce à l'approche programme initiée par la FAO qui consiste à acheter de manière groupée les kits de l'ensemble des projets au cours de la campagne maraîchère.

## **Abris d'urgence**

En termes d'abris, le montant global financé par le CERF a été de 2 030 032 USD repartie entre l'UNHCR et OIM. Les interventions du projet « **Appui à la relocalisation des PDIs et fourniture d'abris et matériel d'urgence** » de 970 051 USD porté par l'UNHCR ont permis la réhabilitation d'abris en semi dur avec des matériaux locaux pour 2 000 ménages (10 000 bénéficiaires). UNHCR et ses partenaires CARITAS Centrafrique et JUPEDEC ont assisté au cours de la période de mise en œuvre du projet. L'éclatement à répétition de plusieurs conflits dans les zones ciblées - en particulier dans des villages près de Kaga-Bandoro, Zemio et Rafai - a occasionné les déplacements de nombreuses personnes (PDIs) vivant sur les sites concernés. Quant au projet « **Assistance d'urgence des PDIs dans les Points Chauds Humanitaires (PCH) afin de renforcer leur protection, accroître l'accès humanitaire et assurer la liberté de mouvement** », d'un montant de 1 059 981 USD exécuté par OIM avec l'appui de la Croix Rouge Centrafricaine, JUPEDEC, CARITAS Centrafrique et ECHELLE a permis d'atteindre un nombre total de 27 982 bénéficiaires en dépassement de l'objectif global initial de 21 000 personnes en raison de besoins émergents et énormes résultant de l'augmentation des déplacements consécutif à une recrudescence des conflits dans la zone opérationnelle. Ce projet a permis notamment le profilage de 4 761 ménages, le déplacement de 5 090 PDIs vers des sites sécurisés et la distribution de kits NFIs à 600 ménages ainsi que la construction de 600 abris d'urgence.

## **Logistique**

En ce qui concerne les interventions prévues dans le cadre du cluster logistique, L'assistance humanitaire aux « hot spots » et la capacité de déploiement des réponses d'urgence a été renforcée à travers la fourniture de services cargo par voie aérienne et la mise en place d'un service de télécommunications d'urgence pour un montant approximatif de 1 520 000 USD sur une enveloppe de 2 995 664 USD allouée par le CERF au projet « **Appui à la mise en place d'une capacité de déploiement des réponses d'urgence** » En particulier, des avions-cargo ont été fournis pour l'acheminement de l'aide humanitaire, en gratuité des coûts pour les zones prioritaires. Ce service est en continuité avec les services de fret aérien déjà fournis grâce au financement du Fonds humanitaire. Globalement, la composante du projet relative aux services de fret aérien a atteint ses objectifs principaux, notamment de continuer le service déjà mis en place en assurant un service rapide, fiable et efficace au bénéfice de l'ensemble de la communauté humanitaire intervenant dans les zones géographiques prioritaires. En plus, une coordination rapprochée a été assurée avec les acteurs fournissant d'autres types de transports (notamment

Humanité & Inclusion - HI), dans un but de complémentarité, d'efficacité opérationnelle et de rationalisation des coûts de transport. L'activité relative à la mise sur pieds des hubs logistiques régionaux pour les zones est, ouest et centre n'a pas pu être exécuté par le PAM. Le reliquat des fonds reçu sera remboursé au secrétariat du CERF tel que stipulé dans la demande d'extension sans coût soumise et validée par le secrétariat du CERF.

### **Aide alimentaire**

Concernant l'aide alimentaire d'urgence, le projet « **Assistance d'urgence aux nouveaux déplacés internes et les familles d'accueil dans les sous-préfectures de Alindao, Bangassou et Zémio et axes** » d'un montant de 919 912 USD a été mise en œuvre par le PAM en collaboration avec ses partenaires de coopération dans les zones ciblées, COOPI et JUPEDEC. Ainsi, 17 655 bénéficiaires (11 000 de plus que la cible initiale) nouveaux déplacés ont reçu une assistance alimentaire d'urgence à travers des distributions générales de vivres pendant 6 mois, sur tous l'axe Alindao-Bangassou-Obo, où l'accès aux denrées essentielles demeure un problème majeur. Cette assistance a permis à ces nouveaux déplacés et aux familles d'accueil de couvrir leurs besoins alimentaires essentiels et d'améliorer leur consommation alimentaire. Le nombre plus élevé de bénéficiaires assistés par rapport à ceux prévus initialement est dû à la détérioration de la situation sécuritaire, qui a continué à provoquer de nouvelles vagues de déplacements, entraînant une augmentation des besoins. A cet effet, le PAM a été obligé de réduire les rations alimentaires à 25% au début de la réponse pour atteindre une ration couvrant jusqu'à 75 % des besoins à partir du mois d'Avril 2018 fin de couvrir un nombre plus grand de personnes dans le besoin.

### **Santé**

Au niveau de la santé, les interventions du projet « **Appui à l'offre des soins de santé d'urgence aux déplacés et leurs populations d'accueil dans les sous-préfectures d'Alindao et Zémio** » d'un montant de 460 002 USD a permis à l'OMS et ses partenaires de mise en œuvre (Rescue Team international et JUPEDEC) de donner l'accès aux soins curatifs d'urgence de qualité à 10 530 personnes qui ont bénéficié des consultations curatives dans les zones affectées par la crise humanitaire. Ceci a été rendu possible grâce au renforcement des Centres de santé de Kongbo et de Zémio en kits sanitaires d'urgence et le recyclage de 20 personnels de santé de Kongbo et Zémio sur la prise en charge des maladies les plus courantes. Ce projet a permis à 10 530 personnes de bénéficier des consultations curatives, 104 patients ont été référés sur 80 planifiés initialement et 2 000 MILDA disponibles dans les sites des déplacés internes.

## **VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF**

### **a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?**

OUI  EN PARTIE  NON

La mise en œuvre des activités des financements CERF a permis de répondre rapidement aux besoins des populations dans les secteurs identifiés comme prioritaires pour cette allocation. Ainsi en ce qui les interventions dans le domaine de l'agriculture ont contribué au renforcement de la résilience des ménages bénéficiaires en favorisant leurs accès aux intrants maraîchers, à la formation technique et à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle qu'une partie de la prise en charge scolaire et sanitaire des ménages. Dans le domaine de la nutrition, ce financement a permis de maintenir les partenaires déjà présents dans les localités visées dont les projets devaient s'arrêter par manque de financement et d'apporter rapidement une assistance nutritionnelle aux enfants de 6 à 59 mois victimes de la malnutrition aiguë sévère. Ce fond a permis de remplacer les stocks d'intrants utilisés par les partenaires pour apporter une réponse nutritionnelle d'urgence dans les zones ciblées. Les financements du CERF ont également permis de renforcer les capacités du personnel de santé en matière de prise en charge des maladies courantes dans les zones ciblées, de renforcer les effectifs de personnel qualifiés dans les structures de santé, de doter les formations sanitaires en kits sanitaires d'urgence, d'assurer la distribution des MILDA et des préservatifs et d'assurer la surveillance des maladies à potentiel épidémiques dans les sites de personnes déplacées internes. Autre exemple, le financement du CERF a permis d'améliorer les mécanismes de prise en charge communautaire et spécialisés des bénéficiaires, y compris la systématisation des références des cas (l'assistance) ainsi que l'acquisition rapide des kits post viol et des kits de dignité.

**b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents<sup>5</sup>?**

OUI  EN PARTIE  NON

Les fonds CERF ont permis de répondre aux besoins humanitaires aigus et urgents des populations vulnérables dans les secteurs priorités sous ce financement. Cela a permis de minimiser les pertes en vie humaine additionnelles et de réduire la souffrance de nombreuses populations affectées par la crise en cours en RCA.

**c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements ?**

OUI  EN PARTIE  NON

Les fonds CERF ont permis la mobilisation d'autres fonds additionnels par l'UNICEF dans les secteurs du WASH et de la nutrition afin d'élargir la cible à d'autres enfants, particulièrement ceux issues des communautés hôtes, en respect du principe de « ne pas nuire ». Les financements CERF ont en partie favorisé la mobilisation d'autres financements, notamment auprès du Gouvernement Canadien, du Gouvernement du Japon ainsi que le financement accordé par le Fonds humanitaire pour les déplacés de Paoua. Pour le PAM, la donation du CERF a représenté une opportunité de plaider auprès d'autres donateurs, en mettant l'accent sur les gaps persistants et sur les besoins non encore couverts permettant ainsi de recevoir d'autres financements (comme par exemple de USAID, du Japon et de la Norvège) qui ont contribué à la réponse complétive d'urgence du PAM en RCA.

**d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?**

OUI  EN PARTIE  NON

Le financement CERF a permis d'améliorer la coordination au sein de la communauté humanitaire tant lors du processus de priorisation et de développement des propositions de projet ainsi que dans la mise en œuvre tant au niveau national qu'au niveau local. A titre d'exemple le processus de priorisation de ce financement CERF a permis d'organiser des réunions de coordination afin de mieux cerner les besoins et assurer une meilleure coordination de la réponse nutritionnelle avec les partenaires présents sur le terrain comme MSF, CORDAID, IMC et MDA. Sur le terrain, les secteurs de la santé et la nutrition ont travaillé conjointement afin d'assurer une réponse intégrée et maximiser l'impact de leurs interventions sur les problématiques sanitaires et la réponse nutritionnelle. La valeur ajoutée du CERF pour cette réponse est qu'elle a permis d'attirer l'attention de la communauté humanitaires sur les conséquences humaines d'un sous financement de la crise Centrafricaine permettant ainsi de mobiliser d'autres financement de façon complémentaire, Ces financements ont permis de toucher plus de personnes que prévues dans le respect des principes du « do no harm ».

**e) Did CERF improve coordination amongst the humanitarian community?**

YES  PARTIALLY  NO

Pas de commentaires additionnels.

---

<sup>5</sup> Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

## V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE SECRETARIAT DU CERF		
Enseignements Tirés	Suggestions de suivi/amélioration	Entité responsable
La disponibilité des services d'appui aux victimes des violences basées sur le genres (VBG) pose problème en termes de prise en charge compte tenu de la multiplication des hot spots nécessitant l'appui des partenaires formes pour une couverture optimale des besoins de réponse multisectorielle aux VBG dans certaines localités où pose sou et sachant que la prise en charge qualitative des cas de viol doit se faire dans les meilleurs délais. Cela contribue à élever le coût des interventions.	Renforcer le financement de la réponse multisectorielle pour les victimes des violences basées sur le genre	CERF

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Une approche intégrée et multisectorielle permet d'améliorer les résultats et efficience des projets CERF	Renforcer l'approche intégrée et multisectorielle dans les interventions/projets financés par le CERF	CH/EHP
Les cultures à cycle végétatif court permettent la fourniture d'aliments de soudure et de rétablir rapidement les moyens de subsistances des populations vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inclure de manière systématique les cultures à cycle court afin d'assurer la fourniture d'aliments de soudure et de rétablir rapidement les moyens de subsistance des populations vulnérables ciblées par les interventions dans le cadre de la sécurité alimentaire</li> <li>- Promouvoir l'éducation nutritionnelle des femmes autour de la diversification alimentaire en intégrant les aliments issus des cultures a cycle végétatif court tels que les légumes dans les mets.</li> </ul>	EHP avec l'appui de la FAO et du cluster sécurité alimentaire
La sélection des bénéficiaires et la mise en œuvre du projet dans un contexte des déplacements multiples des bénéficiaires reste un défi majeur de la réponse.	Ne ménager aucun effort pour assurer le renforcement de la sécurité dans les zones d'intervention	EHP en collaboration avec le cluster Protection et l'implication de la MINUSCA
La faible présence des structures étatiques d'encadrement de la population sur le terrain est une lacune importante dans l'appropriation des résultats des projets.	Renforcer au besoin et rendre plus opérationnelles les structure de l'Etat en charge de la politique agricole à savoir l'ACDA, et l'Institut centrafricain de la recherche agronomique afin d'accompagner les actions des partenaires.	EHP avec l'appui de la FAO et la collaboration du Ministère de l'Agriculture

<p>La disponibilité des services d'appui aux victimes des violences basées sur le genre (VBG) pose problème en termes de prise en charge compte tenu de la multiplication des hot spots nécessitant l'appui des partenaires formes pour une couverture optimale des besoins de réponse multisectorielle aux VBG dans certaines localités où pose sou et sachant que la prise en charge qualitative des cas de viol doit se faire dans les meilleurs délais. Cela contribue à élever le coût des interventions.</p>	<p>Renforcer le financement de la réponse multisectorielle pour les victimes des violences basées sur le genre</p>	<p>EHP</p>
<p>Dans les zones ciblées par les projets financés par le CERF, il a été relevé une proximité marquante des enfants avec les groupes. Ceci expose ces derniers à un risque permanent de recrutement forcé dans les groupes armés.</p>	<p>Mobiliser plus de ressources pour assurer la prise en charge et des activités de prévention du recrutement des enfants dans les zones contrôlées par les groupes armes en vue de minimiser tant soit peu le recrutement force de ces derniers</p>	<p>EHP</p>

## VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8 : LES RESULTATS DU PROJET						
<b>CERF project information</b>						
<b>1. Agences :</b>	UNICEF UNFPA UNHCR	<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF :</b>		17/10/2017 - 30/06/2018 (UNICEF) 17/10/2017 - 30/06/2018 (UNFPA) 17/10/2017 - 30/06/2018 (UNHCR)		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-CEF-102 17-UF-FPA-050 17-UF-HCR-026	<b>6. Statut du projet CERF</b>		<input type="checkbox"/> En cours		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Protection (y compris Violences basées sur le genre et protection de l'enfant)			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>4. Titre du projet:</b>	Amélioration de l'accès aux services de prise en charge de GBV et Protection de l'Enfance pour les populations touchées par les conflits.					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 19,269,979	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 3,106,032	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 1,047,038	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 2,000,005	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 0	
<b>Résultats Obtenus</b>						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	27,000	18,185	45,185	46,265	39,484	85,749
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	16,129	10,596	26,725	42,242	31,962	74,204
<i>Total</i>	43,129	28,781	71,910	88,507	71,446	159,953
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>		<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>			
<i>Réfugiés</i>						
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>			65,410		136,302	



Population d'accueil	6,500	12,746
Autres personnes touchées		10,905
<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>71,910</b>	<b>159,953</b>
En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :	Les stratégies liées à la mobilisation communautaire utilisant divers canaux, y compris les agents communautaires et la radio, ainsi que la mise en place des équipes mobiles ont permis d'atteindre plus de bénéficiaires que prévu parmi les personnes déplacées et les familles d'accueil.	

Cadre des résultats du projet CERF			
<b>9.Objectif du projet</b>	Améliorer l'accès aux services multisectoriels de prise en charge du GBV, Protection et Protection de l'enfance pour les populations touchées par les conflits de la Basse Kotto, Haute Kotto, Haut Mbomou et Mbomou.		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	Le bien-être physique et psychosocial, la dignité et l'estime de soi des femmes, filles et garçons vulnérables (déplacés et hôtes) des zones de conflit sont restaurées		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	16.000 personnes (12.000 femmes, 2000 filles et 2000 garçons) ont accès à des Espaces sécurisés qui offrent des services de soutien psychosocial et de prise en charge des VBG et protection de l'enfance inclus les kits de dignité.		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	# d'espaces d'écoutes établis et ou renforcés	8	29
Indicateur 1.2	# de membres des familles participant aux activités des centres d'écoute	200	183
Indicateur 1.3	# d'enfants (filles et garçons) participant aux activités psychosociales	4000	34,107
Indicateur 1.4	# de femmes participant aux activités psychosociales	2.000	1810 (1074 femmes et 736 filles)
Indicateur 1.5	# de Femmes et Filles affectées par la crise dont la dignité et l'estime de soi sont restaurées grâce au kit de dignité	8.000 (F) 2 000 (filles)	8,082 (5,882 femmes et 2,200 filles)
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Mise en place des EAE au niveau de la communauté et des sites de déplacés à Bangassou, Zemio et Bria	UNICEF/Partner	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
Activité 1.2	Mises-en en place des espaces sûrs pour les femmes à Alindao et Zemio	UNFPA/Partner	UNFPA/ONG COOPI

Activité 1.3	Identification et formation de 150 familles d'accueil	UNICEF/Partner	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
Activité 1.4	Prise en charge psychosociale des enfants et des femmes ;	UNICEF/UNFPA Partenaire	UNICEF/ UNFPA/ ONG ESF /ONG Esperance COOPI
Activité 1.5	Organisation des activités psychosociales au niveau des espaces sûrs pour les femmes	UNFPA/partenaire	UNFPA/COOPI
Activité 1.6	Organisation des activités récréatives et psychosociales avec les enfants par groupe d'Age (Zemio)	UNICEF/Partner	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance ONG COOPI
Activité 1.7	Distribution de kits de dignité 'comme point d'entrée pour les discussions avec les femmes et les filles sur le GBV	UNFPA/partenaire	UNFPA/ ONG COOPI/ ONG CORDAID
<b>Résultat 2</b>	80% des femmes et filles survivantes de GBV ont accès aux services de prise en charge médicale disposant des intrants et de personnel selon les Protocoles National et International. 60% des enfants à risques de protection (GBV, séparation familiale, enfants associés aux forces et groupes armés) reçoivent des services adaptés de réunification familiale ou démobilisation.		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	# des services de prise en charge disposant de ERH kit 3	8	12
Indicateur 2.2	# des services disposant de personnel formé à la prise en charge clinique du viol	8	17 (formations sanitaires)
Indicateur 2.3	% d'enfants séparés identifiés réunifiés avec leurs familles ou la communauté	60%	100% (473 ES/ENA dont 179 filles identifiés et tous réunifiés)
Indicateur 2.4	% de survivantes de VBG/EAS identifiés (adultes) sont pris en charge	80%	100% (1812 dont 1074 femmes, 736 filles 19 garçons)
Indicateur 2.5	% d'enfants survivants de violence sexuelle et EAS par sexe identifiés et pris en charge	80%	100% (755 cas identifiés et tous pris en charge)
Indicateur 2.6	% enfants associés aux forces et groupes armés retirés	50%	66% des enfants retirés des groupes armés (523 sur 796)
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 2.1	Achat et transport des ERH kits 3	UNFPA	UNFPA
Activité 2.2	Formation des prestataires de services sur le management clinique du viol.	UNFPA	UNFPA
Activité 2.3	Prise en charge et référence médicale des cas de VBG/EAS	UNFPA/Partner	UNFPA/COOPI/ CORDAID
Activité 2.4	Formation du personnel et des acteurs communautaires sur les violations graves des droits de l'enfant (Zemio)	UNICEF	UNICEF

Activité 2.5	Identification/documentation et réunification des enfants (Zemio)	UNICEF/partner	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
Activité 2.6	Séance écoute au niveau des points fixes et mobiles	UNFPA & UNICEF /Partner	UNFPA/UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
Activité 2.7	Monitoring des violations graves des droits de l'enfant. (Zemio)	UNICEF /Partner	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
<b>Résultat 3</b>	Les risques de Protection, GBV et Protection de l'enfance sont documentés à travers les safety audits et les violations graves des droits des enfants sont répertoriés et monitorés à travers le MRM. Des mécanismes de protection pour les PDI à base communautaire sont établis/renforcés.		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	# des audits de sécurité réalisés dans les lieux à potentiel risques GBV et Violation des droits des enfants	50	19
Indicateur 3.2	% d'incidents de protection de l'enfant reportés qui sont documentés	60%	100% (200 incidents reportés et tous documentés).
Indicateur 3.3	% des sites ou les participants au programme et la communauté des civils sont menacés par la présence des groupes armés qui sont suivis par les activités de Monitoring	80%	79% (11 sites sur 14)
Indicateur 3.4	# des comités communautaires des protections établis et fonctionnels	15	55 comités établis et tous fonctionnels
Indicateur 3.5	% femmes participantes et active dans le leadership/ management des comités de protection	50%	49% (369 femmes sur 759 membres)
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Formation des partenaires au safety mapping et aux audits de sécurité.	UNFPA	UNFPA
Activité 3.2	Réalisation des safety audits sur le terrain	UNFPA/partenaires	UNFPA/COOPI
Activité 3.3	Formation sur le MRM/EAS des acteurs de mise en œuvre	UNICEF	UNICEF/ONG ESF / ONG Esperance COOPI
Activité 3.4	Réalisation de missions de protection dans les zones affectées par les conflits et référencement des cas identifiés aux services spécialisés.	UNHCR/INTERSOS/COOPI	UNHCR/INTERSOS/COOPI
Activité 3.5	Collecte et analyse des données fournies par les populations affectées	UNHCR/INTERSOS/COOPI	UNHCR/INTERSOS/COOPI
Activité 3.6	Développement, support, et mobilisation de mécanismes de protection à base communautaire	UNHCR/INTERSOS/COOPI	UNHCR/INTERSOS/COOPI

Activité 3.7	Formation des Moniteurs de Protection	UNHCR	UNHCR
--------------	---------------------------------------	-------	-------

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

Dans les zones couvertes par le projet, la prolifération des groupes armés et une forte insécurité notamment à Alindao (Basse-Kotto), Mbomou (Bangassou) et Zemio (Haut-Mbomou) ont négativement impacté sur le déroulement des activités. En effet, plusieurs affrontements ont été enregistrés à Alindao ainsi que Bangassou et ses environs ce qui a rendu les localités inaccessibles pour les acteurs de protection pendant une longue période. A Zemio, les objectifs du projet ont été globalement atteints et dépassés pour certains, notamment la mise en place des comités de protection qui a rencontré un certain enthousiasme de la part des bénéficiaires mais a été aussi jugé très nécessaire par les acteurs de protection. Les stratégies liées à la mobilisation communautaire utilisant divers canaux, y compris les agents communautaires et la radio, ainsi que la mise en place des équipes mobiles ont permis d'atteindre plus de bénéficiaires que prévu. Le dépassement des résultats attendus tient compte également du contexte et des besoins grandissant. A titre d'exemple, 187 incidents ont été reportés et documentés contre une cible de 50 : les exactions des groupes armés sur les enfants sont systématiques tout comme les staffs dédiés et la communauté, ont bénéficié sur le terrain, de renforcement de capacité et de sensibilisation appropriés sur la thématique. Avec la persistance du contexte sécuritaire volatile et les exactions des groupes armés, on a assisté à un afflux record de la population dont de nombreux enfants, en quête d'appui psychosocial. Ces enfants ont été systématiquement accueillis sans limitation, vu le besoin. D'où le dépassement du nombre d'enfants ciblé pour les activités psychosociales.

Le renforcement de capacités des partenaires et des acteurs communautaires a largement contribué à l'atteinte et au dépassement des résultats attendus à différents niveaux. Pour les ES/ENA par exemple, le résultat atteint est de 100% contre une cible de 60% du fait du renforcement des capacités des staffs dédiés ainsi que la sensibilisation de la communauté sur le processus IDTR (identification Documentation Tracing and Reunification) qui a été systématique.

La mise en place des comités de protection est une stratégie qui met en avant le rôle des membres de la communauté avec leur implication effective. Ce qui a connu un certain engouement des populations qui en ont souhaité la mise en place à certains niveaux. Cela prend en compte les PDIs et les populations hôtes.

Les difficultés sécuritaires ont toutefois impacté sur l'atteinte de certains résultats. Un nombre anormalement élevé d'incidents de protection (affectant également les acteurs humanitaires) ainsi que des déplacements pendulaires entre la RDC et la RCA ont été notés, rendant difficile un suivi adéquat de tous les cas. Néanmoins la présence des relais communautaires et comités de protection a permis une collecte régulière de l'information. UNHCR, COOPI, et INTERSOS ont été régulièrement présents sur 10 sites/14 implantés dans la zone sous-couverture.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

Dès la conception du projet, une évaluation de la situation a été menée par les partenaires dans les zones d'intervention. Ceci a consisté pour les partenaires à échanger et discuter avec la communauté des objectifs du projet à entreprendre et convenir des besoins à couvrir.

Pendant la mise en œuvre, les comités communautaires de protection (notamment RECOPE, Club de jeunes, FAT, comités de prévention et réponse VBG) ont été identifiés, formés et appuyés en vue de leur appropriation des interventions. Cette stratégie a eu pour impact de garantir la continuité desdites interventions. Ces comités sont fonctionnels à la fin du financement. Les partenaires ont gardé un contact permanent avec les bénéficiaires notamment à travers l'organisation de séances d'évaluation participatives (40 séances à Kaga-Bandoro) et les réunions avec les comités de coordination sur les sites et les comités de protection (4 réunions mensuelles à Alindao et Zemio). Leurs points de vue ont été régulièrement pris en compte et a servi de base pour la réorientation de certaines activités. Leur implication tout au long du projet a donc été un gage de mise en œuvre du principe de redevabilité à l'égard des communautés.

Les séances de renforcement de capacités des structures communautaires contribué à leur donner les moyens de s'assurer que les activités se déroulent de manière adéquate. Cela dit, le renforcement de l'autonomie de ces structures communautaires par des appuis tels que les AGR, serait un véritable levier de suivi et durabilité de leur engagement.

<b>14. Evaluation : Ce projet a t'il été évalué ou il y a t-il une évaluation en cours ?</b>	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
<p>Une évaluation partielle du projet est en cours et sera clôturée en Septembre pour les localités de Zemio et Alindao particulièrement. Elle a été finalisée pour le partenaire COOPI, le processus est en cours pour Esperance et ESF.</p> <p>Dans l'ensemble, l'évaluation sera faite au plus tard la fin de l'année 2018</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	UNICEF		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF:</b>	11/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-CEF-103		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Nutrition/wash			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>4. Titre du projet:</b>	Assistance à la réponse d'urgence nutritionnelle, d'accès sécurisé aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène aux PDIs affectées par les crises					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 1,890,000	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 1,000,000	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 149,657	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 890,000	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 152,177	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<i>Bénéficiaires Directs</i>	<i>Prévus</i>			<i>Atteint</i>		
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	4,650	6,270	10,920	10 165	8 832	18 987
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	7,410	5,850	13,260	13 397	13 002	26 399
<b>Total</b>	<b>12,060</b>	<b>12,120</b>	<b>24,180</b>	<b>23 562</b>	<b>21 824</b>	<b>45 396</b>
8b. Profil des bénéficiaires						
<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Prévus</i>		<i>Nombre de Bénéficiaires Atteint</i>			
<i>Réfugiés</i>			0			
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>			20,000		23,271	
<i>Population d'accueil</i>			4,180		22,125	
<i>Autres personnes touchées</i>						
<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)			<b>24,180</b>		<b>45 396</b>	

<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</i>	Le nombre élevé des personnes résidentes assistées dans le cadre de ce projet vient de l'augmentation du nombre de points d'eau réhabilités dans les axes autour de Kaga Bandoro.
--	---

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Apporter un appui intégré à la réponse à l'urgence nutritionnelle, d'accès à l'eau potable, assainissement et l'hygiène au profit des PDI dans les zones prioritaires affectées par des crises.		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 5,631 enfants affectés par la malnutrition aiguë sévère des zones affectées par la crise des zones d'Alindao, Bangassou, Batangafo, Bria, Kaga Bandoro et Zemio sont dépistés et reçoivent un traitement intégré adéquat de la malnutrition et bénéficient de l'appui en hygiène pour se prémunir des effets des facteurs aggravants liés à l'eau, hygiène et assainissement de base.</li> <li>Les PDIs y compris les vulnérables, les femmes et les enfants ont un accès sécurisé à l'eau potable, l'assainissement amélioré et aux bonnes pratiques d'hygiène selon les standards SPHERE et les normes internationales reconnues.</li> </ul>		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	5,631 enfants MAS de 6-59 mois dépistés et référés reçoivent un traitement un traitement adéquat delà malnutrition aigüe sévère		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Nombre d'enfants de moins de 5 ans dépistés malnutris aigüe sévère et référés pour la prise en charge adéquate de la malnutrition dans les UNT/UNTA	5,631	5,993
Indicateur 1.2	Pourcentage (%) des cas guéris (ayant récupéré) selon les normes de l'OMS	>75%	91%
Indicateur 1.3	Pourcentage des cas décédés (cas de décès) selon les normes de l'OMS et le protocole national de prise en charge de la malnutrition	< 10%	1%
<b>Activités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 1.1	Assurer l'identification des cas de malnutrition dans les établissements de santé opérationnels, les sites de déplacés internes et les enclaves ainsi que l'accélération du système de surveillance précoce en approche mobile.	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la santé	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la santé
Activité 1.2	Assurer le traitement adéquat et intégré des enfants Sévèrement malnutris dans les zones touchées	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la sante	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la santé
Activité 1.3	Assurer l'achat et l'approvisionnement des intrants nutritionnels pour permettre la réponse dans les endroits les plus difficiles d'accès.	UNICEF	UNICEF
Activité 1.4	Assurer un accompagnement adapté à l'urgence des femmes et nourrissons affectés psychologiquement pour la stimulation, promotion et protection de l'allaitement maternel et les pratiques adaptées de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la santé	MDA, CORDAID, MSF et Ministère de la santé

<b>Résultat 2</b>	20 unités de prise en charge nutritionnelles ont accès à l'eau potable et à l'assainissement de base et aux séances sur les pratiques EHA		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	Nombre de centre/unité ayant accès à l'eau potable	20	20
Indicateur 2.2	Nombre de patients sensibilisés sur les bonnes pratiques d'hygiène et nutritionnelles	5,631	5,993
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 2.1	Installation et maintenance des postes d'eau potable avec eau chlorée résiduel d'au moins 0,3mg/L	EHELLE / CARITAS/MDA	MDA
Activité 2.2	Installation et maintenance des postes de lavage des mains	EHELLE / CARITAS/MDA	MDA
Activité 2.3	Organisation de séances de sensibilisation	EHELLE / CARITAS/MDA	MDA
<b>Résultat 3</b>	24,180 PDIs affectées par les crises et populations hôtes ont un accès sécurisé à l'eau potable		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	Nombre de femmes, hommes, filles et garçons affectés ayant bénéficié d'un approvisionnement en eau potable d'urgence selon les standards définis par le Cluster EHA	15 l/per/j 24,180 (4650 filles, 6270garçons, 7410 femmes, 5850 hommes)	15 l/per/j 38,278 (6507 filles, 6124 garçons, 13015 femmes, 12632 hommes)
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Réalisation et remise en service de 5 forages manuels  (Formation, construction de dalles, installation de pompe manuelle, formation et équipement de comite de gestion)	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	DGH -ANEA
Activité 3.2	Réhabilitation de 20 points d'eau (Soufflage, remplacement de pièces défectueuses, réfection de la dalle, redynamisation et équipement du comite de gestion)	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle/ DGH -ANEA /CARITAS
Activité 3.3	Approvisionnement en eau d'urgence (Connexion au forage existant, Station de traitement des eaux de surface, Transport d'eau par camion, Stockage sur place (bladder et rampes de distribution, Gestion quotidienne et maintenance des points d'eau avec une équipe permanente, distribution de purifiants)	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	DGH-ANEA / CARITAS
<b>Résultat 4</b>	5,000 PDIs affectées ont accès aux latrines et aux installations de lavage des mains sécurisées séparées hommes/femmes		
<b>Indicateurs du résultat 4</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 4.1	Nombre de femmes, hommes, filles et garçons affectés ayant bénéficié d'une aide en assainissement d'urgence selon les standards définis par le Cluster EHA	1 latrine/50 pers 1 douche/50 pers 5,000 (910 filles, 1280 garçons, 1600	1 latrine/50 pers 10 700 (1819 filles, 1712 garçons, 3638



		femmes, 1210 hommes)	femmes, 3531 hommes) 1 douche/50 pers 5,250 (893 filles, 840 garçons, 1785 femmes, 1733 hommes)
<b>Activités du résultat 4</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 4.1	Construction/ Réhabilitation de 100 latrines d'urgence dans les sites, quartiers/village d'accueils	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle / DGH -ANEA CARITAS
Activité 4.2	Construction / Réhabilitation de 100 douches d'urgence dans les sites, quartiers/village d'accueils	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle / DGH -ANEA CARITAS
Activité 4.3	Gestion et entretien des latrines et douches d'urgence dans les sites, quartiers/village d'accueils	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle / DGH -ANEA CARITAS
<b>Résultat 5</b>	24,180 personnes ont reçu les informations liées à l'EHA pour prévenir les maladies d'origine hydrique, spécialement la diarrhée et 3,500 filles / femmes ont reçu des kits d'hygiène ainsi que les sensibilisations sur sa bonne utilisation		
<b>Indicateurs du résultat 5</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 5.1	Nombre de personnes ayant reçu des messages de sensibilisation à l'hygiène, touchée par la campagne de promotion d'hygiène	24,180 (4,650 filles, 6,270 garçons, 7,410 femmes, 5,850 hommes)	39,403 (6699 filles, 6305 garçons, 13397 femmes, 13002 hommes)
Indicateur 5.2	Nombre de filles et femmes ayant reçu des kits d'hygiène intime ainsi que la sensibilisation sur sa bonne utilisation	3,500 filles et femmes	1,200 filles et femmes dont 450 à Bangassou et 750 à Kaga Bandoro
<b>Activités du résultat 5</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 5.1	Organisation des campagnes de sensibilisations à l'hygiène.	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle / DGH -ANEA CARITAS
Activité 5.2	Distribution de kits d'hygiène à 3,500 femmes et filles et sensibilisation sur son utilisation	Echelle / DGH / ANEA CARITAS	Echelle / DGH -ANEA CARITAS

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

En ce qui concerne le chiffre de 5,993 enfants de moins de cinq ans (sur 5,631 ciblés) s'explique par la prise en charge adéquate de la malnutrition dans les UNT/UNTA pour les deux raisons suivantes : en plus des enfants dépistés pour SAM, tous les enfants de moins de cinq ans dépistés pour MAM ont été pris en charge par l'UNICEF avec les intrants du stock de l'UNICEF. Deuxièmement, les zones ciblées ont connu des mouvements de populations incluant des retours de population non prévue initialement.

Pour la WASH, sur les 5 prévus 8 forages manuels ont été réalisés et équipés de pompes manuelles dont 6 à Alindao et 2 à Kaga Bandoro. Au total, 42 points d'eau (comparativement à 20 initialement planifiés) ont été réparés : 5 points d'eau à Alindao et 18 à Kaga Bandoro en collaboration avec la DGH/ANEA, et 19 points d'eau à Bangassou en collaboration avec CARITAS Bangassou. Cette activité a bénéficié à 21,000 personnes. L'Approvisionnement en eau d'urgence a été conduite à Alindao pour 10 000 déplacés, Bangassou pour 1 500 déplacés et Kaga Bandoro pour 5 778. Ce qui fait un total de 38,278 personnes pour l'eau potable dont 21,000 résidents et 17,278 déplacés internes.

214 latrines d'urgence (100 initialement prévues) ont été réhabilitées ou construites, bénéficiant à 10,700 personnes.

Pour ce qui est de l'Education à l'hygiène, en plus des bénéficiaires de l'approvisionnement en eau 1,125 personnes ont été atteints à Mobaye, ce qui fait un total de 39,403 pour cette activité.

Ce dépassement de cible aussi bien pour l'accès à l'eau que pour les latrines est dû à la mobilisation de plus de ressources additionnelles aussi bien humaines (staff du gouvernement) que financières qui a permis d'atteindre plus de personnes.

Pour ce qui est des kits d'hygiène intime, l'approvisionnement a connu du retard. En début du projet il a fallu rediscuter du contenu du kit avec les bénéficiaires. Ces discussions ont pris plus de temps que prévu et ont retardé l'approvisionnement. Sur un total de 3,500 filles et femmes prévues, seules 1,200 ont à ce jour reçu les kits dont 450 à Bangassou et 750 à Kaga Bandoro. Toutefois l'approvisionnement a été fait et les distributions se poursuivent.

Les fonds CERF ont permis la mobilisation de fonds additionnels par l'UNICEF dans les secteurs WASH et de la nutrition afin d'élargir la réponse auprès d'autres enfants et ce, en respect du principe « ne pas nuire ». Les financements CERF ont en partie favorisés la mobilisation d'autres financements, notamment auprès du gouvernement canadien, du gouvernement du Japon. Ils ont aussi favorisé le financement accordé par le Fonds humanitaire pour les déplacés de Paoua.

UNICEF a profité de la présence des partenaires du gouvernement dans les zones du projet pour apporter des réponses à des besoins urgents additionnels, même s'ils n'étaient pas inclus initialement dans le projet. {Par exemple, l'ANEA a réhabilité d'autres points d'eau qui étaient en panne et pour lesquels les populations ont exprimé le besoin. On peut estimer que les équipements pour la réhabilitation sommaire de points d'eau à environ 500 à 1,000\$ par point d'eau selon les localités. Il est cependant difficile à ce stade de donner une estimation réelle des coûts qui ont permis la réalisation des résultats non planifiés pour le projet. Autre exemple, des PUR additionnels, disponibles dans les stocks de l'UNICEF, ont été distribués pour la désinfection de l'eau.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

Dans la mise en œuvre de la composante nutrition, les communautés ont été impliquées grâce à la formation des Relais communautaires et des agents de santé de l'état. La prise en charge a été complétement intégrée dans le système de santé pour assurer l'appropriation et la continuité. L'équipe cadre du district a bénéficié d'un appui pour assurer la supervision des activités sur le terrain.

Comme préconisé par les principes directeurs du cluster WASH, le choix des sites des points d'eau et des latrines s'est fait en consultation avec les femmes bénéficiaires en vue de tenir compte de leurs besoins spécifiques particulièrement en ce qui concerne les questions liées à l'accès aux infrastructures et de renforcer leur adhésion au projet. Lors du lancement du projet, les personnes ressources des différentes communautés ont été informées sur son déroulement afin de faciliter un suivi de proximité tout au long du projet. Dans le cadre des réparations et des installations de pompes, les activités ont été menées en collaboration avec l'ANEA / DGH dont l'implication a permis d'assurer l'appropriation du projet par la partie étatique et d'assurer sa redevabilité mais également la pérennité des ouvrages. A Bangassou particulièrement, compte tenu de la sensibilité du contexte, l'UNICEF a maintenu un contact téléphonique hebdomadaire avec le Représentant des déplacés pour discuter de l'évolution des activités et des changements éventuels.

<b>14. Evaluation : Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours ?</b>	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
Les partenaires de mise en œuvre ont bénéficié des Visites programmatiques régulières.	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	FAO		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF:</b>	12/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-FAO-027		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Agriculture					
<b>4. Titre du projet:</b>	Assistance d'urgence aux moyens d'existence et à la sécuritaire alimentaire des PDI retournés et relocalisés affectées par la crise					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 3 080 000	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 1 120 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i> US\$ 142 090</li> <li>▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i> US\$ 0</li> </ul>			
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 700,011				
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	2,400	1,600	4,000	3 600	2 400	6 000
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	9,600	6,400	16,000	14 400	9 600	24 000
<b>Total</b>	<b>12,000</b>	<b>8,000</b>	<b>20,000</b>	<b>18 000</b>	<b>12 000</b>	<b>30 000</b>
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>		<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>			
<i>Réfugiés</i>			0			
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	12,000		18 000			
<i>Population d'accueil</i>	5,000		7 500			
<i>Autres personnes touchées</i>	3,000		4 500			
<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>20,000</b>		<b>30 000</b>			

<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</i>	6 000 ménages vulnérables (soit 30 000 personnes) ont été atteints sur 4 000 ménages (20 000 personnes) prévus grâce à l'approche programme initiée par la FAO qui consiste à procéder aux achats des intrants de manière groupée, les kits de l'ensemble des projets au cours de la campagne maraîchère. Des ménages supplémentaires ont été atteints grâce à l'économie d'échelle réalisée sur les coûts des kits, sur les transports des kits et la synergie entre les différents projets
--	--

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Améliorer en urgence, par la fourniture d'intrants, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 20 000 PDI retournés/relocalisés et des familles d'accueil qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave dans les zones de Bangassou, Kaga-Bandoro et Batangafo		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	20 000 personnes, constituées de relocalisés, retournés récents et communautés d'accueil des zones ciblées reçoivent des intrants maraîchers pour la reprise de leurs activités agricoles et la réhabilitation de leurs moyens de subsistance.		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	Des intrants maraîchers sont fournis, pour générer une production estimée de 1,200 tonnes de produits maraîchers et renforcer leur capacité alimentaire, à 20 000 PDI retournés/relocalisés et les familles d'accueil qui ont un niveau d'insécurité alimentaire allant de l'urgence à la crise dans les zones de Bangassou, Kaga-Bandoro et Batangafo.		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Le nombre de ménages, désagrégés par catégorie et par genre (60% de femmes et 40% d'hommes), ayant reçu les intrants maraîchers	4,000 ménages	6 000 ménages (2400 ménages avec pour chefs de ménages des hommes et 3600 ménages ayant pour chef une femme) dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 3600 PDI</li> <li>➤ 1 500 familles d'accueil</li> <li>➤ 900 retournées</li> </ul>
Indicateur 1.2	Quantités d'intrants distribués	200 kg de semences maraîchères et 4,000 kits d'outils (houes, râteaux, pelles, arrosoirs).	300 kg de semences maraîchères et 6 000 kits d'outils distribués (houes, râteaux, pelles, arrosoirs)
Indicateur 1.3	Superficies totales emblavées pour les cultures maraîchères	400 ha	720 ha
Indicateur 1.4	Productions maraîchères obtenues estimées	1 200 tonnes (rendement estimé à 3 t/ha et à raison de 300 kg/ménag	2115 tonnes

Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
<p>Activité 1.1 Identifier et sensibiliser les ménages vulnérables à travers une collaboration avec les membres des autres clusters soutenant la réponse globale apportée par les fonds CERF dans la zone, les autorités locales et les communautés concernées et mettre en place des protocoles d'accord</p>	<p>Sur base du plan de travail établi avec les structures partenaires, des accords de collaboration seront signés pour formaliser le partenariat avec les ONG et les structures étatiques sous-tutelles opérationnelles, dans les zones retenues, pour réaliser la sensibilisation, l'identification des bénéficiaires et la distribution des intrants agricoles aux bénéficiaires, sous la supervision de la FAO.</p> <p>L'évaluation post-distribution réalisée par la FAO à la suite de la mise en œuvre de la campagne agricole principale (avril-juillet 2017), en partenariat avec le MADR, a permis de s'assurer de l'intérêt et des capacités des partenaires.</p>	<p>FAO, ONG (JUPEDEC, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE, CARITAS) et ACDA</p>	<p>CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA.</p>
<p>Activité 1.2 Identifier les villages/zones de relocalisation et les 4 000 ménages bénéficiaires (20 000 personnes) selon les critères validés et sensibilisation des bénéficiaires</p>	<p>Dans chaque zone du projet, un ciblage spécifique des bénéficiaires déplacés relocalisés, retournés et des familles d'accueil, en partenariat avec les partenaires de terrains et l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), sera réalisé en vue de monter un plan de distribution des intrants et de formation à leur utilisation. Cette analyse prendra en compte les besoins spécifiques des hommes et des femmes et le principe du « do no harm ». Le projet envisage de toucher 20 000 personnes, soit environ 4 000 ménages.</p>	<p>FAO, ONG (JUPEDEC, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE, CARITAS) et ACDA</p>	<p>CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA. Et ACDA</p>
<p>Activité 1.3 Définir les spécifications techniques des intrants à acheter</p>	<p>L'acquisition des kits constitue une des activités essentielles pour la concrétisation et la réussite de l'action. De ce fait, elle requiert une attention particulière sur les mécanismes d'acquisition, les plus diligents possibles. Les achats se feront principalement en Centrafrique mais également au niveau des pays voisins</p>	<p>FAO</p>	

	<p>au cas où la disponibilité d'intrants dans le pays s'avérait faible. Le contrôle de qualité visuelle des stocks et un contrôle de la qualité germinative seront faits par les services de la FAO en collaboration avec les agents de l'ACDA. Les spéculations retenues seront fonction également des choix mis en avant par les bénéficiaires. Il s'agit de semences maraîchères améliorées, dont le cycle de culture est compris entre un mois et trois mois, qui permettra aux ménages bénéficiaires de disposer rapidement de légumes pour l'autoconsommation et d'argent après la vente du surplus de production éventuel.</p>		FAO
<p>Activité 1.4 Acquérir et distribuer à travers les ONG partenaires les kits maraîchers aux ménages vulnérables sélectionnés</p>	<p>La FAO prendra toutes les dispositions appropriées afin que l'acquisition et la distribution des intrants soient effectuées de la manière la plus efficiente possible et s'assurera que les intrants soient mis à la disposition des bénéficiaires du projet, conformément aux indicateurs de ciblage et dans les temps impartis. Vu, d'une part, l'indisponibilité de semences maraîchères, du petit outillage et des équipements sur les marchés de provinces et, d'autre part, l'insécurité dans les localités ciblées, la FAO va privilégier l'achat et la distribution directe par rapport à l'organisation de foires et de distribution de cash. Ainsi, en vue de faciliter la distribution des intrants, les lieux de livraison seront rapprochés le plus possible des bénéficiaires. Pour éviter des stockages inutiles, la distribution succédera immédiatement à l'acquisition des intrants et se réalisera entre octobre et novembre 2017. La mise en place de ces intrants nécessitera le recours aux prestataires de service pour le transport.</p> <p>Les semis se feront dans la foulée de la relocalisation/le retour des bénéficiaires, à partir de novembre et les premières récoltes des produits maraîchers (amarante, épinard, laitue) auront lieu entre mi-décembre 2017 et fin janvier 2018, tandis que les dernières auront lieu de fin février à fin mars 2018 (gombo, concombre, choux, tomate).</p> <p>Les intrants achetés dans le cadre du projet CERF serviront à assister 4 000 ménages supplémentaires et à réduire le gap par rapport aux objectifs de la campagne maraîchère 2017.</p>	<p>FAO, ONG (JUPEDE C, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE , CARITAS ) et ACDA</p>	<p>CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA.</p>
<p>Activité 1.5 Organiser et faciliter des sessions de formation des bénéficiaires à l'utilisation des intrants distribués</p>	<p>Après la distribution des intrants aux bénéficiaires il sera organisé des sessions courtes de formation des bénéficiaires. Les thèmes porteront sur la technique de production maraîchère (opérations de préparation du sol, de semis, de désherbage, de traitement alternatif de lutte contre les organismes nuisibles aux cultures, etc.), de conservation des produits agricoles et de gestion des intrants. Des rappels seront aussi faits pour assurer l'intégration des approches "genre", la centralité de la protection et le principe du "do no harm" dans la mise en œuvre des activités, y compris la collecte de données.</p>	<p>ONG (JUPEDE C, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE , CARITAS ) et ACDA</p>	<p>CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la</p>

			protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA.et ACDA
Activité 1.6 Assurer l'appui-conseil	Afin de rentabiliser au mieux l'appui intégré, un appui conseil sera mis en place par les services d'encadrement de l'Etat et par les ONG, nationales et internationales. Un suivi conséquent sera apporté par la FAO, en bonne concertation avec les acteurs du projet, les agences du SNU, les agences du gouvernement (ACDA), les ONG et les structures de la société civile impliquées.	ONG (JUPEDE C, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE , CARITAS ) et ACDA et MADR	CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA., ACDA et MADR
Activité 1.7 Assurer le suivi et évaluation	Un suivi et des évaluations périodiques seront réalisés par les experts de la FAO en étroite collaboration avec les services spécialisés du Ministère de l'agriculture, les agents des ONG partenaires de terrain et les représentants des groupes de bénéficiaires. Des informations régulières sur les activités agricoles et l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages bénéficiaires seront collectées par le Cluster SA et des partenaires de proximité pour les besoins des analyses de la sécurité alimentaire coordonnés par la FAO et le PAM. Les données collectées à chaque étape, prendront en compte la dimension genre, en recueillant et analysant les informations tenant compte du sexe du chef de ménage.	FAO, ONG (JUPEDE C, Kwa Ti Yaka, AFRBD, DRC, ECHELLE , CARITAS ) et ACDA et MADR	CARITAS Kaga Bandoro, ECHELLE, Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social (ACDES), Genre paix et développement (GEPAD), Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique (MNRCA), Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable (OPID), Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRDB), WORLD VISION, Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement (JUPEDEC), Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique (IDEACA), KWA TI YAKA., ACDA et MADR

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

Les quantités de semences acquises ont été supérieures à celles prévues par le projet grâce aux avantages liés à l'approche programmatique adoptée par la FAO, à savoir l'acquisition groupée des semences et outils, qui a entraîné une économie d'échelle aussi bien sur les coûts directs que sur le transport.

En outre, les ressources initialement prévues pour le suivi par l'ACDA ont été utilisées par les ONG de mise en œuvre pour appuyer les agents de l'ACDA directement sur le terrain dans la fourniture de leur service tant aux agents des ONG qu'aux bénéficiaires.

Les kits fournis à chaque ménage bénéficiaire se composaient comme suit :

- 50 g de semence maraîchère (amarante, épinard, gombo, laitue, oignon et tomate), dont 20 g de type consommation et 30 g de type commercial.

Cinq outils et équipements composées d'un arrosoir, d'une houe Ceylan, d'une houe Linda, d'une pelle et d'un râteau.

Les tableaux ci-dessous fournissent les informations sur les quantités des semences et outils distribués aux ménages bénéficiaires dans les différentes localités.

**Tableau 1 : Distribution des semences**

ONG Partenaire	Type de semences (sachet de 10g)						Quantité totale (g)
	Tomate	Oignon	Laitue	Gombo	Amarante	Epinard	
CARITAS	7 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	37 500
EHELLE	7 500	7 500	7 500	7 500	0	7 500	37 500
GEPAD	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0	25 000
MNRCA	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	0	17 500
OPID	2 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	12 500
ACDES	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	12 500
AFRDB	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	25 000
WORLD VISION	7 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	37 500
JUPEDEC	10 000	10 000	10 000	10 000	0	10 000	50 000
IDEACA	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	25 000
KWA TI YAKA	4 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	20 000
<b>Total</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	<b>33 500</b>	<b>35 000</b>	<b>51 500</b>	<b>300 000</b>

**Tableau 2 : Répartition des outils et équipements**

ONG Partenaire	Type d'outils (pièce)					Quantité totale
	Arrosoirs	Houes Ceylan	Houes Linda	Râteaux	Pelles	
CARITAS	750	750	750	750	750	3 750
EHELLE	750	750	750	750	750	3 750
GEPAD	500	500	500	500	500	2 500
MNRCA	350	350	350	350	350	1 750
OPID	250	250	250	250	250	1 250
ACDES	250	250	250	250	250	1 250
AFRDB	500	500	500	500	500	2 500
WORLD VISION	750	750	750	750	750	3 750



JUPEDEC	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
IDEACA	500	500	500	500	500	2 500
KWA TI YAKA	400	400	400	400	400	2 000
<b>Total</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>30 000</b>

Au total, 300 kg de semences maraîchères et 30 000 outils ont été distribués. Ces intrants ont permis aux bénéficiaires de mettre en exploitation 36 ha de cultures légumières pour une production globale de 1 220 tonnes de denrées alimentaires, soit en moyenne 203 kg de production par ménage. Une partie de cette disponibilité alimentaire permettra d'assurer l'alimentation complémentaire des ménages bénéficiaires et des familles d'accueil de la zone du projet pendant deux mois supplémentaires. La vente de l'autre partie des récoltes a généré des revenus estimés à 80 USD par ménage qui ont contribué au paiement de la scolarisation des enfants et la santé de la famille et au remboursement d'une partie des dettes contractées par les familles avant le projet.

Le projet a également contribué à la réduction de l'adoption de stratégies d'adaptation négatives pour environ 65 pour cent des bénéficiaires.

Les mouvements pendulaires des populations de la zone d'intervention du projet à cause de la recrudescence des conflits ont occasionné beaucoup de retard dans le démarrage des activités en général et dans la sous-préfecture de Bangassou en particulier. Les activités ont démarré entre fin novembre 2017 et janvier 2018 alors que le plan de travail du protocole avait prévu le démarrage au mois d'août et la fin des activités planifiées pour fin novembre 2017.

Les quantités de semences acquises ont été supérieures à celles prévues par le projet grâce aux avantages liés à l'approche programmatique adoptée par la FAO à savoir l'acquisition groupée des semences et outils qui a entraîné une économie d'échelle aussi bien sur les coûts directs que sur le transport.

Ce projet à terme a contribué à l'augmentation de la quantité de nourriture disponible, du nombre de repas quotidiens ainsi qu'à la diversification des rations alimentaires dans les zones ciblées et des activités génératrices de revenus pour les ménages bénéficiaires, en améliorant ainsi leur capacité de résilience face aux crises dans ces localités.

### 13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Pour assurer la participation de la communauté, le projet s'est basé sur les comités villageois existants (incluant toutes les communautés et aussi bien les hommes que les femmes). Avant le démarrage des activités, une séance d'information et de formation sur les principes fondamentaux a été dispensée à tous les partenaires afin d'assurer une pleine intégration de ces principes dès la phase de présentation du projet sur le terrain et d'identification des bénéficiaires.

Préalablement à la distribution des kits, huit modules de formation ont été dispensés aux techniciens des ONG partenaires et aux délégués techniques identifiés et sélectionnés parmi les bénéficiaires.

Au total, 22 agents des ONG partenaires ont été formés par les techniciens de la FAO et de l'ACDA sur les aspects techniques de production, de traitement contre les organismes nuisibles et de conservations des récoltes.

**Tableau 3 : Effectif des délégués techniques formés en champ école paysan (CEP)**

Sous-préfectures	Partenaires	Nombre des délégués techniques formés
Kaga Bandoro	EHELLE	50
	CARITAS	57
	GEPAD	30
	ACDES	24

	MNRCA	20
	OPID	17
Batangafo	AFRDB	40
	WORLD VISION	59
Bangassou	JUPEDEC	25
	IDEACA	23
	KWA TI YAKA	14
<b>Total</b>		<b>359</b>

Le renforcement de capacité de ces agents ont permis de transférer aux bénéficiaires des connaissances techniques d'exploitation des sites maraîchers à travers l'approche CEP et l'utilisation des images.

Au total, 5 100 bénéficiaires ont capitalisé par l'intermédiaire des délégués techniques des notions sur la gestion de divers types de cultures.

L'identification des ménages bénéficiaires a été effectuée par les 11 ONG partenaires selon une approche communautaire et participative en tandem avec les autorités locales (préfets, maires et chefs de villages) et l'ACDA sur la base des critères de vulnérabilité définis par le Cluster sécurité alimentaire et le document du projet (personnes déplacées, rapatriés, petits producteurs, personnes touchées par le VIH, femmes chefs de famille, veuves ou veufs chefs de ménage, communautés d'accueil, etc.).

L'identification des ménages bénéficiaires a été réalisée en trois étapes comme suit : sensibilisation, recensement et validation. La validation qui était l'étape finale de sélection des ménages bénéficiaires dans les différentes localités a permis de retenir l'effectif de ces derniers répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 4 : Répartition des bénéficiaires**

Préfecture	Sous-préfecture	ONG Partenaire	Nombre de bénéficiaires
Nana Gribizi	Kaga bandoro	CARITAS	750
	Kaga bandoro	EHELLE	750
	Kaga bandoro	GEPAD	500
	Kaga bandoro	MNRCA	350
	Kaga bandoro	OPID	250
	Kaga bandoro	ACDES	250
Ouham	Batangafo	AFRDB	500
	Batangafo	WORLD VISION	750
Mbomou	Bangassou	JUPEDEC	1 000
	Bangassou	IDEACA	500
	Bangassou	KWA TI YAKA	400

14. Evaluation : Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUEE

La faible présence sur le terrain des agents de l'ACDA qui doivent faire un accompagnement rapproché des bénéficiaires des projets est une véritable contrainte pour le suivi des actions engagées dans le cadre des projets en vue de les inscrire dans la durée. La solution appropriée serait de renforcer et de rendre plus opérationnelles les structures de l'État en charge de la politique agricole à savoir l'ACDA, et l'Institut centrafricain de la recherche agronomique afin d'accompagner les actions des partenaires. La FAO a déployé des missions de suivi des activités du maraîchage dans les zones de mise en œuvre de la campagne maraîchère au mois de février 2018. Ces missions ont permis d'échanger avec les bénéficiaires et d'apprécier le niveau de réalisation des activités.

L'association des populations bénéficiaires a été assurée à tous les niveaux. Tous les partenaires de mise en œuvre du projet ont partagé préalablement leurs résultats lors des réunions du Cluster sécurité alimentaire, afin de permettre le ciblage des besoins. Pour assurer l'association des populations, plusieurs séances de sensibilisation sur les activités du projet ont été réalisées par les partenaires sur le terrain. La sélection a été validée par un comité composé des représentants des bénéficiaires et des autorités locales.

Des missions de suivi des activités sur le terrain ont été réalisées périodiquement pour échanger avec les bénéficiaires et apprécier le niveau de réalisation en collaboration avec l'ACDA. Les principaux résultats de cette évaluation sont les suivants :

- 90 pour cent des bénéficiaires trouvent que la campagne a été bien organisée.
- 91 pour cent affirment avoir été formés et ont reçu des visites régulières.
- 89 pour cent des bénéficiaires interviewés disent avoir participé au champ école paysan, une approche permettant de regrouper un ensemble de bénéficiaires sur une parcelle de démonstration.
- 64 pour cent des bénéficiaires sont propriétaires de leurs terres (la location et le prêt des terres pour les activités maraîchères concernent beaucoup plus les ménages déplacés (11 pour cent))
- En moyenne, chaque ménage a cultivé une superficie de 180 m<sup>2</sup>.

Les récoltes issues de la production maraîchère sont utilisées à 60 pour cent pour la consommation directe des ménages et 40 pour cent sont destinées à la vente.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	UNHCR		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF:</b>	18/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-HCR-027		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Abri					
<b>4. Titre du projet:</b>	Appui à la relocalisation des PDIs et fourniture d'abris et matériel d'urgence					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 5.370,870	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 545,283	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 587,101	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 970,051	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 126,287	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	3,445	3,055	6,500	3 347	3 153	6 500
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	1,855	1,645	3,500	1 803	1 697	3 500
<b>Total</b>	<b>5,300</b>	<b>4,700</b>	<b>10,000</b>	<b>5 150</b>	<b>4 850</b>	<b>10 000</b>
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>			<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>		
<i>Réfugiés</i>						
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	10,000			7 658		
<i>Population d'accueil</i>				2 342		
<i>Autres personnes touchées</i>						

<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>10,000</b>	<b>10 000</b>
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</i>	Bien qu'une augmentation substantielle du nombre de déplacés a été observée à travers le pays, le nombre de bénéficiaires atteints est resté dans les limites des ressources disponibles. L'éclatement à répétition de plusieurs conflits dans les zones ciblées- en particulier dans des villages près de Kaga-Bandoro, Zemio et Rafai a occasionné les déplacements de nombreuses personnes (PDIs) vivant sur les sites concernés.	

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Provide CCCM, Shelter and NFI Assistance to IDPs living in sites in Alindao, Bangassou, Batangafo, Kaga-Bandoro, and Zemio		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	Pré remplir		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	Affected and vulnerable population have access to basic non-food items and adequate emergency shelter		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	# of shelter materials provided to male & female headed households.	2,000	2000
Indicateur 1.2	# of households receiving core relief items (NFIs)	2,000	2000
<b>deActivités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réal)</b>
Activité 1.1	Distribution of shelter materials, and construction services to vulnerable IDPs households.	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
Activité 1.2	Distribution of domestic and household items (Core relief item kits)	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
Activité 1.3	Shelter and NFI monitoring visits	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
<b>Résultat 2</b>	The target population benefits from camp coordination and camp management activities aimed at identifying and prioritising the most urgent needs.		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	# households in displacement sites with access to minimum basic services (WASH, Health, and Protection)	2,000 households (10,000 individuals)	2000

Indicateur 2.2	# meetings held by sectorial committees set up at IDP sites	216 (committees in 12 sites meeting every two weeks)	232
Indicateur 2.3	# men/women receiving training in Coordination and site management	200 (100 men and 100 women)	260
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 2.1	Set-up and organisation of sectorial IDP community self-management committees in each identified target location by CCCM Workers. This Includes: identification of committee members, structuring of committees, and the development of reporting/referral lines.	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
Activité 2.2	Fixing and definition of land plots for each of the concerned sites	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
Activité 2.3	Coordination with sectorial actors to ensure the maintenance of essential services and appropriate follow-up for risk mitigation	UNHCR/DRC/JUPEDEC/CARITAS	UNHCR/JUPEDEC/INTERSOS/CARITAS
<b>Résultat 3</b>	People moved to safe location		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	# of PoC moved to safe locations	1,524 individuals	1,524
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Accompaniment of the voluntary relocation process	UNHCR	UNHCR

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

Le nombre grandissant des personnes déplacées internes suite aux différentes attaques perpétrées par les groupes armés (à Bangassou, Kaga Bando, Bria, Alindao, Zemio, Rafai) et le retrait de certains contingents de la MINUSCA dans certaines localités ont négativement impacté le projet. En effet, plusieurs affrontements ont été enregistrés à Alindao et ses environs (octobre-novembre 2017) rendant ces localités quasiment inaccessibles pour les humanitaires. Mais néanmoins force est de constater que la plupart des objectifs du projet ont été globalement atteints et même dépassés pour certains.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

Il y'a eu plusieurs réunions, des évaluations participatives des besoins, des consultations des bénéficiaires avec implication des autorités locales et représentants des principaux acteurs locaux concernés durant la période de mise en œuvre du projet.

Le HCR a appuyé la mise en place de comités sectoriels avec ses partenaires sur chaque site de déplacés et ceux au niveau des familles d'accueil concernés.

Ces comités ont agi comme des points focaux pour les différents groupes (femmes et enfants) dans différents secteurs (nutrition, abris et autres besoins fondamentaux). Le HCR et ses partenaires ont gardé un contact régulier avec les comités, les rassurant qu'ils aient été entendus et des réponses appropriées ont été fournies à leur préoccupations.

**14. Evaluation : Ce projet a t'il été évalué ou il y a t-il une évaluation en cours?**

ÉVALUATION EFFECTUEE

Le HCR continue d'assister la population au-delà de l'expiration du financement des fonds CERF. Un suivi-évaluation est prévu à la fin de 2018 et les résultats seront partagés dès que disponibles.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	IOM		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF:</b>	19/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-IOM-039		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Produits non alimentaires			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>4. Titre du projet:</b>	Assistance d'urgence des PDIs dans les Points Chauds Humanitaires (PCH) afin de renforcer leur protection, accroître l'accès humanitaire et assurer la liberté de mouvement.					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 1,059,981	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 1,059,981	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 73,770	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 1,059,981	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 0	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	6,000	5,500	11,500	9,198	7,198	16,396
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	5,000	4,500	9,500	6,847	4,739	11,586
<b>Total</b>	<b>11,000</b>	<b>10,000</b>	<b>21,000</b>	<b>16,045</b>	<b>11,937</b>	<b>27,982</b>
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>			<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>		
<i>Réfugiés</i>				0		
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	18,000			24,344		
<i>Population d'accueil</i>	3,000			3,638		
<i>Autres personnes touchées</i>						
<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a )	<b>21,000</b>			<b>27,982</b>		



<p><i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i></p>	<p>Le nombre total de bénéficiaires atteints a dépassé l'objectif global (21 000) du projet en raison de besoins émergents et énormes résultant de l'augmentation des déplacements liés aux conflits dans la zone d'intervention. Le dépassement du nombre de bénéficiaires n'a pas changé la qualité des services fournis. L'action a triplé le nombre de bénéficiaires prévus pour les services appui psychosocial en raison des besoins rencontrés dans les zones opérationnelles. L'OIM a renforcé ses capacités en ressources humaines (les psychologues) avec une complémentarité avec des projets similaires mis en œuvre par l'OIM, comme le projet OFDA. Ce projet a atteint les 21,000 bénéficiaires prévus et à travers d'autres fonds (OFDA et le CHF) en complémentarité avec ce projet a augmenté la cible par 6,982.</p>
--	---

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Appuyer la relocalisation en urgence des PDIs des sites à haut risque		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	Une assistance d'urgence ainsi que la relocalisation sont fournis aux PDIs se trouvant dans les sites sélectionnés		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	Evaluation de besoins et enquête d'intention de retour pour 21 000 PDIs.		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Nombre de ménages de PDIs profilés	4,177	4,761
Indicateur 1.2	Nombre de rapports DTM élaborés	3	7
<b>Activités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 1.1	Faire un profilage des PDIs	OIM (Kaga Bandoro) et JUPEDEC (Batangafo Zemio)	IOM a Kaga Bandoro; IOM et Croix Rouge Centrafrique (CRCA) a Bangassou
Activité 1.2	Faire les enquêtes d'intention de retour des PDIs	OIM (Kaga Bandoro) et JUPEDEC (Batangafo Zemio)	IOM a Kaga Bandoro; IOM et la CRCA a Bangassou
Activité 1.3	Faire une évaluation approfondie des besoins	OIM (Kaga Bandoro) AFPE (Batangafo Zemio) et	IOM a Kaga Bandoro; IOM et la CRCA a Bangassou; JUPEDEC a Zemio
<b>Résultat 2</b>	8,000 PDIs transportées vers des sites sécurisés dont 1,600 à Bangassou et 6,400 à Kaga Bandoro		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	Nombre de PDIs transportées vers des sites sécurisés identifiés	8,000	5,090
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>

Activité 2.1	Transporter les PDIs à risque des sites à risque de Kaga Bandoro vers un site sécurisé	OIM, HCR, CARITAS, PARET et MINUSCA	OIM, HCR, CARITAS, PARET et MINUSCA
Activité 2.2	Transporter les PDIs du petit séminaire vers le site identifié	OIM et MINUSCA	Les conditions proposées par les PDIs pour la relocalisation n'ont pas été satisfaites, l'OIM et la communauté humanitaire ne pouvaient garantir ces conditions
<b>Résultat 3</b>	600 kits NFI et kits d'abris distribués aux PDIs de Bangassou et aux PDIs vulnérables de Kaga Bandoro		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	Nombre d'abris d'urgence construits	600 (450 à Bangassou, 150 à Kaga)	600 kits d'abris d'urgence distribués (450 à Bangassou et 150 à Kaga Bandoro)
Indicateur 3.2	Nombre de kits NFI distribués	600 (450 à Bangassou, 150 à Kaga)	600 kits d'abris NFIs distribués (450 à Bangassou et 150 à Kaga Bandoro)
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Construire les abris d'urgence	OIM	IOM et CRCA ont distribué les kits d'abris d'urgence mais n'ont pas construit
Activité 3.2	Distribuer les kits NFI	OIM, Caritas	IOM et CRCA ont distribués les kits NFIs
<b>Résultat 4</b>	400 personnes vulnérables ont accès à un appui psycho social		
<b>Indicateurs du résultat 4</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 4.1	Nombre de personnes vulnérables recevant un appui psycho-social	400	1,361
Indicateur 4.2	Nombre de personnes référées à un service spécialisé	40	2
<b>Activités du résultat 4</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 4.1	Fournir des services d'assistance psycho-sociale aux personnes vulnérables identifiées (PDIs et membres de la communauté)	OIM, IOC (Bangassou) et Caritas (Kaga Bandoro)	OIM à Bangassou et à Kaga Bandoro
Activité 4.2	Référer les personnes nécessitant une prise en charge spécialisée	OIM, IOC (Bangassou) et	OIM à Bangassou et à Kaga Bandoro

		Caritas (Kaga Bandoro)	
<b>Résultat 5</b>	Réaménagement et reboisement des sites (petit séminaire a Bangassou, Bloc 1 et 9 Kaga Bandoro) et aménagement des sites indiqués pour la relocalisation (Tokoyo, nouveaux sites de Kaga Bandoro)		
<b>Indicateurs du résultat 5</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 5.1	Rapport post réaménagement du site du petit séminaire (Site MINUSCA a Kaga Bandoro)	1	2
Indicateur 5.2	Nombre de sites réaménagés	3	1
<b>Activités du résultat 5</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 5.1	Faire une évaluation sur les besoins de réaménagement des sites	OIM	IOM
Activité 5.2	Réaménager/nettoyer les sites et planter des arbres	OIM, Croix Rouge Centrafricaine, Caritas	IOM
Activité 5.3	Faire la remise des sites réaménagés aux propriétaires (petit séminaire) et ou aux autorités locales (Kaga Bandoro)	OIM	OIM

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

L'OIM a mené deux enquêtes d'intention de retour à Bangassou. L'un des objectifs du projet était de fournir une assistance de retour des PDI occupant le Petit Séminaire de Bangassou dans leur quartier d'origine (Tokoyo) ainsi que ceux qui étaient au bord de la piste d'atterrissage a Kaga Bandoro. Les PDIs à Bangassou ont par la suite proposé des conditions préalables à leur retour à Tokoyo, que l'OIM et la communauté humanitaire ne pouvaient garantir. En conséquence, les PDIs ont choisi de rester sur le site du Petit Séminaire. Voici quelques-unes des conditions préalables présentées par les personnes déplacées par l'intermédiaire de leurs leaderships :

- Que la Mission des Nations Unies (MINUSCA) et les acteurs humanitaires assurent la mise en place d'une protection militaire dans leurs communautés de retour (l'installation d'un TOB (Temporary Operating Base)).
- Que les maisons des PDI soient réhabilitées ou construites

À Kaga Bandoro, le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a suspendu son vol en raison de l'empiètement des personnes déplacées sur la piste d'atterrissage (les deux ailes de la piste). En outre, les PDIs qui étaient situées à proximité du réservoir de carburant de la MINUSCA étaient considérées en risque de contamination par des substances inflammables. Grâce au financement du CERF, l'OIM, en coordination avec OCHA, le HCR, CARITAS et les autorités locales, a identifié de nouveaux sites et transféré 1 012 ménages au total (contre 1 600 initialement prévus par le projet) des blocs 1, 2, 3, 4, 5 et 9 en deux phases de relocalisation distincte. Cela a été fait en étroite coordination avec les autorités locales, les représentants des PDI et les partenaires d'intervention à Kaga Bandoro. L'OIM a indemnisé les agriculteurs et transporté les personnes déplacées et leurs effets personnels du site MINUSCA vers le site Lazare.

Dans le cadre de son programme Cash for Work (CFW), l'OIM a démolé les structures des PDIs et a nettoyé la piste d'atterrissage pour permettre un atterrissage sécurisé des avions. Des comités de PDI ont été créés dans chaque bloc pour coordonner les activités de relocalisation. Les huttes et les hangars des familles ont été démontés et amenés au nouveau site. Les ménages (PDIs) ont reçu une assistance en cash/espèces et des kits d'abris d'urgence pour la réhabilitation des abris pour faciliter la relocalisation et compenser les coûts éventuels. Deux jours après la fin de la deuxième phase, un vol exploratoire a évalué l'état de la piste d'atterrissage et les opérateurs ont trouvé les conditions satisfaisantes et les vols humanitaires ont repris dans les 48 heures, marquant la fin d'une suspension de trois mois. Depuis lors, l'aide humanitaire dont nous avons désespérément besoin continue à voler et les évacuations de cas graves ont repris.

L'OIM a également fourni une assistance au retour à deux familles (Third Country Nationals – TCNs) d'origine guinéenne et malienne et à 5 familles d'origine centrafricaine. Pour les TCNs, l'OIM a coordonné les composantes de recherche et de réunification des familles avec ses bureaux nationaux en Guinée et au Mali, tandis que le HCR et le PARET ont fait de même pour les citoyens centrafricains.

En raison de l'annulation de la relocalisation des PDI du site de Bangassou, l'OIM n'a pas construit des abris mais a fourni et distribué des kits d'abri aux PDI vulnérables de Kaga Bandoro, dans d'autres parties de Bangassou. Au total, 450 ménages ont reçu les kits d'abris d'urgence et les kits NFI à Bangassou, tandis que 150 ménages ont reçu les kits similaires à Kaga Bandoro.

En raison des besoins énormes en services d'appui psychosocial dans les zones d'interventions, l'OIM a été guidée par son évaluation des besoins menée sur des services psychosociaux et de santé mentale. Au total, 1 361 personnes (contre 600 initialement prévues) ont reçu appui en psychoéducation, assistance psychosociale et assistance directe.

Description	Enfants			Adultes			Total
	Garçons	Filles	Total	Hommes	Femmes	Total	
Appui Psychosocial	193	131	324	435	602	1,037	1,361

Au total, 2 (mais 40 prévus) cas majeurs ont été référés et le suivi a été effectué pour s'assurer que les personnes référées récupèrent et que les directives de soutien sont respectées. Les composantes psychosociales et de santé mentale du projet ont été coordonnées avec OCHA, l'UNICEF, le CICR, INTERSOS et l'Hôpital central de Kaga Bandoro. Trois évaluations des besoins ont été effectuées à Kaga Bandoro, Mbres et Kaba. Les évaluations réalisées ont permis à l'équipe de mieux cibler l'intervention dans les domaines où elle était le plus nécessaire. Les rapports d'évaluation ont été élaborés et partagés avec les partenaires concernés.

L'OIM et ses partenaires (JUPEDEC, CARITAS et ECHELLE) ont collecté, analysé et partagé des informations sur les déplacements, y compris les clusters CCCM/Shelter/NFI et WASH, etc. L'OIM a élaboré et produit 7 rapports DTM (contre 3 prévus), y compris les ronds réguliers de la DTM. Ces rapports ont été partagés avec les partenaires humanitaires dans les préfectures de Mbomou, Nana Gribizzi, Basse Koto et Haut Mbomou. Les informations fournies à travers les rapports DTM ont guidé les partenaires humanitaires dans leurs actions de préparation et de réponse.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

Dans la mesure du possible, l'OIM encourage la participation de ses bénéficiaires dès le début de chaque projet. Pour ce projet, une série de consultations et de dialogues ont été organisés avec les bénéficiaires (PDI et leurs représentants, les retournés), les autorités locales et les partenaires humanitaire pour s'assurer que l'action répondait aux besoins de la population touchée. Les décisions des bénéficiaires ont été respectées et n'ont jamais été manipulées pour répondre à nos actions prévues, comme en témoignent les enquêtes sur les intentions de retour. En outre, les bénéficiaires ont été consultés et les critères de sélection pour l'assistance en kits NFI et abris d'urgence ont été communiqué. Les noms des PDI sélectionnées ont été partagés avec les autorités locales et les représentants des PDI pour validation. Les bénéficiaires et l'OIM ont convenu des dates, l'heure et lieu appropriés pour la distribution. Cela était pour garantir que les personnes ayant des besoins spécifiques soient prises en compte dans notre décision commune.

**14. Evaluation : Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?**

ÉVALUATION EFFECTUEE

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	WFP		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF :</b>	17/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-WFP-056		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Services logistiques Télécommunications communes					
<b>4. Titre du projet:</b>	Appui à la mise en place d'une capacité de déploiement des réponses d'urgence					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 22,500,000	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 15,595,664	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 0	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 2,995,664	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 0	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	47,971	38,834	86,805			
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	43,738	32,547	76,285			
<b>Total</b>	<b>91,709</b>	<b>71,381</b>	<b>163,090</b>			N/A
8b. Profil des bénéficiaires						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>		<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>			
<i>Réfugiés</i>						
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>			138,210			
<i>Population d'accueil</i>			21,880			
<i>Autres personnes touchées</i>			3,000			

<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>163,090</b>	N/A
En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :	N/A	

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Appuyer la mise en place d'une capacité de déploiement des réponses d'urgence		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	Renforcer l'accessibilité et les capacités logistiques des acteurs humanitaires afin de faciliter la réponse d'urgence		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	Mise sur pied des hubs logistiques régionaux pour les zones Est, Ouest et Centre		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Mise sur pied des hubs logistiques dans les localisations identifiées comme priorités	3 hubs	0
Indicateur 1.2	Mise à disposition d'un ensemble de service commun opérationnel	2 services de base sont assurés	0
Indicateur 1.3	Réunions de groupe de travail dont 1 spécifique aux problématiques logistiques par mois	2 réunions	2
<b>Activités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 1.1	Installation de trois hubs logistiques	Organisation à identifier	N/A
F	Mise en place de services communs	Organisation à identifier	N/A
Activité 1.3	Gestion des hubs logistiques	Organisation à identifier	N/A
<b>Résultat 2</b>	Installation de capacités de télécommunication		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	Les télécommunications par voix sont assurées entre acteurs localement et en dehors de sites dans les 45 jours suivant la mise en place des hubs logistiques	3 hubs	3
Indicateur 2.2	Les transmissions des données (Internet/emails) sont assurées entre acteurs localement et en dehors de sites dans les 45 jours suivant la mise en place des hubs logistiques	3 hubs	3
Indicateur 2.3	Le fonctionnement des équipements des télécommunications reste assuré 24h/24 sites dans	3 hubs	3

	les 45 jours suivant la mise en place des hubs logistiques		
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 2.1	Installation et configuration des équipements de télécommunications VHF et satellitaire	PAM/ETC	PAM/ETC
Activité 2.2	Installation et configuration de V-Sat fixes et portables, garantir la bande passante dédiée.	PAM/ETC	PAM/ETC
Activité 2.3	Installation des équipements solaires pour une alimentation en puissance continue. La maintenance des équipements et la formation des humanitaires assurées.	PAM/ETC	PAM/ETC
<b>Résultat 3</b>	Renforcement de l'acheminement par cargo aérien		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	Au moins 85% des demandes entrant dans le cadre du projet sont traitées	Communauté humanitaire	Atteint
Indicateur 3.2	Au moins 85% des demandes sont traitées entre 24h et 7 jours	Communauté humanitaire	Atteint
Indicateur 3.3	5 destinations couvertes	Communauté humanitaire	6
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Etablissement d'un contrat ad hoc avec un opérateur aérien.	Cluster Logistique	Cluster Logistique
Activité 3.2	Mettre en commun les demandes prioritaires et optimiser le transport aérien.	Cluster Logistique	Cluster Logistique
Activité 3.3	Acheminement du cargo humanitaire	Cluster Logistique	Cluster Logistique

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

L'assistance humanitaire aux « hot spots » et la capacité de déploiement des réponses d'urgence a été renforcée à travers la fourniture de services cargo par voie aérienne. En particulier, des avion-cargo ont été fournis pour l'acheminement de l'aide humanitaire, en gratuité des coûts pour les zones prioritaires. Ce service est en continuité avec les services de fret aérien déjà fournis grâce au financement du Fonds humanitaire.

Globalement, la composante du projet relative aux services de fret aérien a atteint ses objectifs principaux, notamment de continuer le service déjà mis en place en assurant un service rapide, fiable et efficace au bénéfice de l'ensemble de la communauté humanitaire intervenant dans les zones géographiques prioritaires. En plus, une coordination rapprochée a été assurée avec les acteurs fournissant d'autres types de transports (notamment Humanité & Inclusion - HI), dans un but de complémentarité, d'efficacité opérationnelle et de rationalisation des coûts de transport.

En ce qui concerne les indicateurs de résultats, toutes les cibles associées ont été atteintes. Notamment, six destinations ont été couvertes et au moins 85% des demandes entrant dans le cadre du projet ont été traitées, et ce entre 24h et 7 jours de la demande. Egalement, toutes les activités associées ont été mise en œuvre par le PAM. Spécifiquement, un contrat ad hoc avec un opérateur

aérien a été établie, les demandes priorisées ont été mises en commun, le transport aérien a été optimisé, et les cargos humanitaires ont été acheminés.

Pour la composante de renforcement de l'accessibilité à travers la fourniture de services de télécommunication – en collaboration avec Cordaid, IMC et OIM – le PAM a fournis aux les acteurs humanitaires opérants à Bria des services Internet partagés, à travers l'accès au réseau hébergé par IMC, ainsi qu'à la diffusion WiFi dans les bureaux d'OCHA et d'Oxfam. La communication de sécurité (réseau VHF et Satellite Push to Talk) a été déployée dans l'enceinte de la MINUSCA et gérée par la station de base hébergée dans la salle de radio UNDSS à Bria. Une couverture totale en réseau satellitaire a été établie en faveur des acteurs humanitaires sur tout l'étendue du territoire de la République Centrafricaine. Une plateforme centralisée a été créé pour la géolocalisation et le tracking (par smartphones et radios VHF) du personnel des ONGI et des agences des Nations Unies. L'équipement pour la communication de sécurité et les services de Internet et communication vocale a été délivré au bureau de l'OIM à Bangassou et au bureau de Cordaid à Alindao.

La composante du projet relative à la mise en place des hubs logistiques régionaux pour les zones Est, Ouest et Centre du pays – à mettre en œuvre par le Cluster Logistique – n'a pas été réalisée à cause de différents facteurs (consensus entre les parties prenantes, accès et sécurité, timing, faisabilité budgétaire et durabilité). Comme détaillé dans la requête de reprogrammation qui été soumise en Juillet 2018, un élément essentiel de ce projet était de parvenir à un consensus entre les acteurs humanitaires (agences des Nations Unies, ONG internationales et locales, et mécanismes de coordination) et les parties prenantes sur le plan de mise en œuvre (but et durée des hubs, normes de sécurité minimales, approche vis-à-vis des acteurs non humanitaires, etc.), qui n'a pas été trouvé. En plus, des défis majeurs ont été rencontrées, inclus des contraintes d'infrastructure e de restrictions de sécurité dans les zones ciblées, et la complexité du processus d'approvisionnement et mise en œuvre, dépendants des négociations avec les parties prenantes et des protocoles d'entente éventuels.

Pour ces raisons et prises en compte toutes les alternatives possibles, le Cluster Logistique a informé OCHA de l'impossibilité de mettre en œuvre cette composante du projet. Cependant, une extension du contrat d'un mois a été demandée et approuvée afin de continuer la mise en œuvre de la composante sécurité des télécommunications et des services Internet dans les mêmes sites identifiés conformément au plan de projet.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

N/A

**14. Evaluation : Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours ?**

ÉVALUATION EFFECTUEE

Le projet a été complète seulement récemment et la mise en œuvre de certaines activités de logistique et télécommunication est toujours en cours grâce à l'utilisation d'autres financements. Des méthodes d'évaluation appropriées au sein du Cluster Logistique et du Cluster Télécommunication d'Urgence seront mises en place après finalisation.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE



**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	WFP		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF :</b>	17/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-WFP-057		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Aide alimentaire					
<b>4. Titre du projet:</b>	Assistance d'urgence aux nouveaux déplacés internes et les familles d'accueil dans les sous-préfectures de Alindao, Bangassou et Zémio et axes					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 119.1 millions	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 52.5 millions	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 2,343	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 919,912	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 0	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	2,028	1,872	3,900	4,992	5,524	10,516
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	1,092	1,008	2,100	3,671	3,468	7,139
<b>Total</b>	<b>3,120</b>	<b>2,880</b>	<b>6,000</b>	<b>8,663</b>	<b>8,992</b>	<b>17,655</b>
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>		<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>			
<i>Réfugiés</i>			4,992			
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	4,800		6,104			
<i>Population d'accueil</i>	1,200		6,559			
<i>Autres personnes touchées</i>			-			

<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>6,000</b>	<b>17,655</b>
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</i>	Plus de bénéficiaires que prévu initialement ont bénéficié d'une assistance, ce qui a conduit le PAM à devoir répondre aux besoins humanitaires croissants générés par la recrudescence de la violence, la forte insécurité, les vagues répétées de nouveaux déplacés et la multiplication des foyers à travers le pays. Ceci, aggravé par des défis logistiques considérables et des contraintes d'accès, a limité la planification et la mise en œuvre initiales du projet, ont obligé le PAM à réduire les rations distribuées pour pouvoir répondre aux besoins alimentaires de base d'un nombre plus élevé de personnes.	

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Apporter une assistance alimentaire d'urgence à 6000 nouveaux déplacés et leurs familles d'accueil dans des zones difficilement accessibles		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	Les 6000 personnes déplacées et celles des familles d'accueil bénéficient d'une assistance alimentaire d'urgence mensuelle sur une période de 6 mois		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	Le score de consommation alimentaire des personnes déplacées et celles des familles d'accueil est amélioré		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Nombre de bénéficiaires (par genre) recevant une ration de 2100 Kcal par jour	6,000	17,655
Indicateur 1.2	Quantité de vivres distribuées et par type de commodité	671	185
Indicateur 1.3	Pourcentage des bénéficiaires ayant un score de consommation alimentaire acceptable	70% (4,200 personnes)	Non encore collecté
<b>Activités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 1.1	Distribution de vivres	COOPI, COHEB	PAM, COOPI, JUPEDDEC
Activité 1.2	Sensibilisation des bénéficiaires sur les aspects de protection	PAM, COOPI, COHEB	PAM, COOPI, JUPEDDEC
Activité 1.3	Post Distribution Monitoring	PAM, COOPI, COHEB	PAM, COOPI, JUPEDDEC

<b>12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</b>
<p>11,000 personnes vulnérables de plus et dans le besoin ont reçu une assistance alimentaire d'urgence à travers des distributions générales de vivres sur tous l'axe Alindao-Bangassou-Obo, ou l'accès aux denrées essentielles demeure un problème majeur. Un nombre plus élevé de personnes que celui planifié a été assisté, aussi si les distributions ont eu lieu pendant 3 mois ainsi que le 6 mois initialement prévus, à cause d'un délai dans l'implémentation du projet.</p> <p>Le nombre plus élevé de bénéficiaires assistés a été dû à une augmentation des besoins, occasionné par les nouvelles vagues de déplacements provoquées par une recrudescence de la violence et une détérioration de la situation sécuritaire. Ce qui a forcé</p>

le PAM a priorisé les groupes les plus vulnérables, inclus les nouveaux déplacés et les réfugiés. Toutefois, afin de servir un plus grand nombre de personnes dans le besoin, le PAM a dû réduire les rations à 25% au début de l'année, mais a pu amener à 75% à partir du mois d'Avril. L'intervention du PAM a permis aux personnes assistées de couvrir leurs besoins alimentaires essentiels et d'améliorer leur consommation alimentaire dans des zones éloignées et insécurisées ou l'accès à la nourriture est un défi important, du fait que la grande partie des déplacés ont perdu leurs moyens d'existence et sont accueillis dans des communautés déjà vulnérables tandis que les autres se retrouvent dans des sites spontanés.

En raison de l'éloignement des zones ciblées et des contraintes d'accès et de sécurité, la livraison finale des produits a été retardée. Tous les produits prévus ont été achetés et sont dans le pays par les corridors du Cameroun et de l'Ouganda, ce dernier a été ouvert ad hoc pour atteindre les zones reculées d'Obo et de Zemio (préfecture du Haut Mbomou). Néanmoins l'ouverture de ce corridor supplémentaire en octobre 2017 afin d'augmenter la capacité de livraison dans les provinces du sud-est de la RCA, le manque de transporteurs commerciaux et leur capacité limitée, ensemble avec les capacités limitées des partenaires de coopération, ont retardé la livraison de l'assistance. De tous les produits planifiés et achetés, certains ont été distribués pendant la période de mise en œuvre, tandis que d'autres ont dû être mis en attente et les restantes des vivres arrivés par la suite sont maintenant en cours de distribution.

Afin de mieux servir ses bénéficiaires, le PAM a constitué des équipes d'intervention rapide pour renforcer les capacités des partenaires coopérants et faciliter la distribution directe de l'aide alimentaire d'urgence. En plus, pour répondre à la complexité de l'opération CAR et dans le contexte de « Rester et livrer », une stratégie d'accès a été élaborée en juillet 2018, susceptible d'améliorer la capacité du PAM à atteindre les personnes vulnérables où il y a plus besoin. L'accent est mis sur l'amélioration de la qualité et de la couverture géographique de la livraison et du suivi, la multiplication des options d'achat et le repositionnement opportun des stocks.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

La nécessité d'une participation locale à l'identification des besoins ainsi que la conception et la mise en œuvre du programme sont éléments essentiels pour les interventions du PAM. A cet effet, la participation de la communauté locale a été encouragée par le dialogue avant, pendant et après la distribution de nourriture, inclus à travers la création, où possible, des comités locaux pour la sélection des bénéficiaires et pour assurer la consultation et la coordination pendant la distribution. En plus, les bénéficiaires sont toujours directement consultés lors des visites de suivi sur place et après distribution afin d'identifier les préoccupations urgentes et les besoins prioritaires.

Enfin, le PAM a travaillé et mis en place un mécanisme de gestion des plaintes en vue de collecter des informations sur les situations pouvant nuire aux bénéficiaires du projet et y apporter des solutions. Des numéros de téléphone vert ont été mis à la disposition des bénéficiaires depuis Avril, afin de recueillir et traiter leurs plaintes. En plus, le personnel du PAM et les partenaires ont été sensibilisés sur les principes de base de la redevabilité envers les populations affectées et sur la stratégie de protection du PAM.

**14. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours ?**

ÉVALUATION EFFECTUÉE

EVALUATION EN COURS

. Une évaluation pour la période Juin-Juillet est en cours. La collecte de données a été déjà menée et les résultats seront disponibles en fin Septembre 2018.

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

CERF project information						
<b>1. Agence:</b>	WHO		<b>5. Période de mise en œuvre du projet CERF:</b>	17/10/2017 - 30/06/2018		
<b>2. Code du projet CERF:</b>	17-UF-WHO-037		<b>6. Statut du projet CERF</b>	<input type="checkbox"/> En cours		
<b>3. Groupe sectoriel/Secteur:</b>	Santé			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
<b>4. Titre du projet:</b>	Appui à l'offre des soins de santé d'urgence aux déplacés et leurs populations d'accueil dans les sous-préfectures d'Alindao et Zemio.					
<b>7. Funding</b>	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 460,002	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 460,002	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 229,820	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 460,002	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 0	
Résultats Obtenus						
<b>8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).</b>						
<b>Bénéficiaires Directs</b>	<b>Prévus</b>			<b>Atteint</b>		
	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<i>Enfants (&lt; 18 ans)</i>	2,448	2,352	4,800	2460	1727	4187
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	2,652	2,548	5,200	3546	2797	6343
<b>Total</b>	<b>5,100</b>	<b>4,900</b>	<b>10,000</b>	<b>6006</b>	<b>4524</b>	<b>10530</b>
<b>8b. Profil des bénéficiaires</b>						
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de Bénéficiaires Prévus</b>			<b>Nombre de Bénéficiaires Atteint</b>		
<i>Réfugiés</i>						
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	8,000			8000		
<i>Population d'accueil</i>	2,000			2000		
<i>Autres personnes touchés (retournés)</i>				530		

<b>Total</b> (identique au total figurant au point 8a)	<b>10,000</b>	<b>10530</b>
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :</i>	Le surplus de 530 personnes atteints est dû au retour à Zémio des réfugiés centrafricains qui étaient en RDC. A propos des tranches d'âges les chiffres dans la rubrique des moins de 18 ans représente les enfants de moins de 5 ans d'où une différence par rapport à la population ciblée.	

<b>Cadre des résultats du projet CERF</b>			
<b>9.Objectif du projet</b>	Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité dans les localités affectées à une crise humanitaire aiguë dans les sous-préfectures d'Alindao et Zémio		
<b>10.Énoncé des résultats</b>	<p>Le présent projet CERF va permettre de réaliser les résultats à travers des interventions qui vont permettre de:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Donner l'accès aux soins curatifs d'urgence de qualité à 10000 personnes affectées par une crise humanitaire aiguë parmi lesquels 8000 déplacés internes et 2000 membres de la communauté hôte</li> <li>2- Réduire les risques de paludisme, d'IST/VIH/SIDA et d'autres maladies à travers la distribution des MILDA et des préservatifs, ainsi que les actions de promotion de la santé</li> </ol> <p>Renforcer la détection rapide des flambées de maladies à potentiel épidémique dans les sites de déplacés internes et organiser la riposte à temps</p>		
<b>11. Résultat</b>			
<b>Résultat 1</b>	10000 personnes affectées par une crise humanitaire aiguë parmi lesquels 8000 déplacés internes et 2000 membres de la communauté hôte ont accès aux soins curatifs d'urgence de qualité		
<b>Indicateurs du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 1.1	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une consultation curative	7500	10530
Indicateur 1.2	Nombre de personnel de santé formé sur la prise en charge des maladies les plus courantes et des survivants de viols	20	20
Indicateur 1.3	Nombre de supervisions conjointes réalisées	6	5
Indicateur 1.4	Nombre de patients référés	80	104
<b>Activités du résultat 1</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 1.1	Approvisionner les Centres de santé de Kongbo et de Zémio en kits sanitaires d'urgence	OMS	OMS
Activité 1.2	Recycler 20 personnels de santé de Kongbo et Zémio sur la prise en charge des maladies les plus courantes	MSP/JUPEDEC/Rescue Team/OMS	MSP/JUPEDEC/Rescue Team/OMS
Activité 1.3	Equiper les structures de santé (équipement médical de base)	JUPEDEC/Rescue Team	JUPEDEC/Rescue Team
Activité 1.4	Appuyer la référence/contre référence des cas graves	JUPEDEC/Rescue Team	JUPEDEC/Rescue Team

Activité 1.5	Superviser les activités des CS de Kongbo et de Zémio	MSP/JUPEDEC/Rescue Team/OMS	MSP/JUPEDEC/Rescue Team/OMS
<b>Résultat 2</b>	8000 personnes déplacées internes ont accès à un moyen de protection contre le paludisme, les IST et le VIH/SIDA, et aux informations de promotion de la santé		
<b>Indicateurs du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 2.1	Nombre de MILDA dans les sites de déplacés internes	3200	2000
Indicateur 2.2	Nombre de préservatifs distribués aux personnes sexuellement actives dans les sites de déplacés internes reparties par sexe et par tranche d'âge	24000	7000
Indicateur 2.3	Nombre de personnes ayant participé à une séance d'IEC pour changement de comportement reparties par sexe et par tranches d'âge	4800	5000
<b>Activités du résultat 2</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 2.1	Acquérir et distribuer les MILDA et préservatifs (masculins et féminins) dans les sites de déplacés internes	JUPEDEC & Rescue Team	JUPEDEC
Activité 2.2	Former les relais communautaires des sites en communication sur les pratiques familiales essentielles et les violences sexuelles	MSP/ JUPEDEC & Rescue Team/OMS	MSP/ JUPEDEC & Rescue Team/OMS
Activité 2.3	Organiser les séances d'IEC dans les sites de déplacés internes	JUPEDEC & Rescue Team	JUPEDEC & Rescue Team
<b>Résultat 3</b>	8000 déplacés internes sont couverts par un système d'alerte et de riposte rapides aux flambées épidémiques		
<b>Indicateurs du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>
Indicateur 3.1	Nombre de relais communautaires formés sur la surveillance épidémiologique à base communautaire	20	20
Indicateur 3.2	Nombre de personnel de santé recyclé sur la surveillance épidémiologique et l'investigation des cas	12	12
Indicateur 3.3	Proportion des flambées épidémiques investiguées dans les 72 heures	100%	100%
<b>Activités du résultat 3</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par (Prévu)</b>	<b>Mise en œuvre par (Réel)</b>
Activité 3.1	Former les relais communautaires des sites et le personnel des CS de Zémio et de Kongbo en Surveillance épidémiologique	MSP/OMS	MSP/OMS/JUPEDEC/Rescue Team
Activité 3.2	Doter les Centres de santé en outils de collecte des données de surveillance	JUPEDEC & Rescue Team	JUPEDEC & Rescue Team

Activité 3.3	Collecter, analyser et transmettre régulièrement les données de la surveillance épidémiologique dans les zones ciblées	JUPEDEC & Rescue Team	JUPEDEC & Rescue Team
--------------	--	-----------------------	-----------------------

**12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :**

Certains résultats fixés notamment en matière de distribution des MILDA et des préservatifs n'ont pas été atteints, à cause des difficultés logistiques pour acheminer les MILDA à Zémio et de la suspension des activités de Rescue Team à Kongbo après trois mois d'intervention.

**13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi**

La redevabilité a été assurée à travers le briefing des leaders communautaire sur le projet, l'implication de certains bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet, et l'organisation des réunions trimestrielles d'évaluation du projet avec la participation des leaders communautaires. Au cours des visites de supervision par l'OMS et le district sanitaire, certains bénéficiaires été interviewés afin d'obtenir leur niveau de satisfaction.

**14. Evaluation : Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours ?**

ÉVALUATION EFFECTUEE

Pour des raisons sécuritaires et logistiques, l'évaluation de la mise en œuvre du projet a été réalisée à Bangui avec toutes les parties prenantes.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

## ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Secteur	Agence	Type du Partenaire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$
17-UF-WFP-057	Aide alimentaire	PAM	ONGI	\$2,343
17-UF-CEF-103	Eau, assainissement et hygiène	UNICEF	GOUV	\$46,778
17-UF-CEF-103	Eau, assainissement et hygiène	UNICEF	GOUV	\$105,398
17-UF-CEF-103	Eau, assainissement et hygiène	UNICEF	ONGN	\$11,158
17-UF-CEF-103	Eau, assainissement et hygiène	UNICEF	ONGI	\$16,354
17-UF-CEF-103	Nutrition	UNICEF	ONGI	\$122,144
17-UF-HCR-027	Protection	UNHCR	ONGI	\$233,500
17-UF-HCR-027	Gestion de Camp	UNHCR	ONGN	\$141,668
17-UF-HCR-027	Protection	UNHCR	GOUV	\$126,287
17-UF-HCR-027	Abris et NFI	UNHCR	ONGN	\$87,637
17-UF-HCR-026	Protection	UNHCR	ONGI	\$200,036
17-UF-HCR-027	Protection	UNHCR	ONGI	\$124,296
17-UF-FPA-050	La violence basée sur le genre	UNFPA	ONGI	\$456,757
17-UF-FPA-050	La violence basée sur le genre	UNFPA	ONGI	\$71,218
17-UF-CEF-102	Protection de l'enfance	UNICEF	ONGN	\$87,380
17-UF-CEF-102	Protection de l'enfance	UNICEF	ONGN	\$87,163
17-UF-CEF-102	Protection de l'enfance	UNICEF	ONGI	\$144,484
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$13,090
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$16,840
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$6,090
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$11,590
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$8,440
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$9,490
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$11,590
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGI	\$16,840
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$24,090
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$11,440
17-UF-FAO-027	Agriculture	FAO	ONGN	\$12,590
17-UF-WHO-037	Health	WHO	ONGI	\$100,995
17-UF-WHO-037	Health	WHO	ONGN	\$128,825
17-UF-IOM-039	Abris et NFI	OIM	ONGN	\$29,500
17-UF-IOM-039	Abris et NFI	OIM	ONGN	\$36,770
17-UF-IOM-039	Abris et NFI	OIM	RedC	\$7,500



## ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

ACDA	Agence Centrafricaine de Développement Agricole
ACDES	Association Centrafricaine pour le développement Economique et Social
AFPE	Association des Femmes pour la promotion de l'entreprenariat
AFRDB	Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement
AGR	Activités Génératrice de Revenues
CCCM	Coordination
CEP	Champ Ecole Paysan
CERF	Common Emergency Response Fund
CfW	Cash for Work
CHF	Common Humanitarian Fund
CICR	Comité International de la Croix Rouge
COHEB	Community Humanitarian Emergency Board
COOPI	Cooperazione Internazionale
CORDAID	Catholic Organisation for Relief and Development Aid
CR/CH	Coordonnateur Résident / Coordonnateur Humanitaire
CRCA	Croix Rouge Centrafrique
CS	Centre de Santé
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DTM	Displacement Tracking Matrix
EAS	Enfants Associés
ECHELLE	Nom complet d'une ONG nationale en RCA
ECHO	European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
EHA	Eau, Hygiène Assainissement
EHP	Equipe Humanitaire Pays
ENA	Enfants Non Accompagnés
ERH	
ES	Enfants séparés
ESF	Enfants Sans Frontières
ETC	Emergency Telecommunication
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FAT	Famille d'Accueil Transitoire
FH	Fonds Humanitaire
FH RCA	Fonds Humanitaire pour la République Centrafricaine
GBV	Gender Based Violence
GEPAD	Genre paix et développement
HI	Humanité & Inclusion
ICC	Inter Cluster Coordination
IDEACA	Initiative de développement de l'élevage et agriculture en Centrafrique
IDTR	Identification Documentation Tracing and Reunification

IEC	Information-Education-Communication
IMC	International Medical Corps
INTERSOS	INTERSOS
IOM	International Organization Migration
JUPEDEC	Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MDA	Médecin d'Afrique
MILDA	Moustiquaire Imprégner de Longue Durée d'Efficacité
MINUSCA	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la Centrafrique
MNRCA	Montagne de la réflexion pour une nouvelle construction de l'Afrique
MSF	Médecin Sans Frontière
MSP	Ministère de la Santé Publique
NFI	Non Food Items
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGI	Organisation Non Gouvernementale Internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPID	Organisation pour la promotion des initiatives de développement durable
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARET	Projet d'Appui au Retour et la Réintégration
PCH	Points Chauds Humanitaires
PDI	Personne Délacée Interne
PEP	Post Exposure Preventive treatment
PRH	Plan de Réponse Humanitaire
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RECOPE	Réseau Communautaire de Protection de l'Enfance
SIDA	Syndrôme Immuno-Déficience Acquise
TCN	Third Country Nationals
TOB	Temporary Operating Base
UNDSS	United Nations for the Department of security and Safety
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHAS	United Nations Humanitarian Air service
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNT	Unité Nutritionnelle Thérapeutique
UNTA	Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire
USD	United State Dollar
VBG	Violence basée sur le genre

VIH	Virus de l'Immuno-deficiencie Humain
WFP	World Food Organization
WHO	World Health Organization